

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Un effacement mondial de la dette est possible – sans perte de richesse sociale

Pour une réorganisation de l'architecture de la finance mondiale

par Heinrich Wohlmeyer, docteur en droit et ingénieur agronome, Autriche



Heinrich Wohlmeyer
(photo uk)

Les négociations sur un accord de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis ont été lancées par la Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne. Apparemment l'Autriche les soutient, car les décisions ont été prises à l'unanimité, il n'y a pas eu de réserves émises

ou de conditions posées par ses représentants. Pour justifier le lancement des négociations sans conditions préalables, on invoque des analyses financées par la *fondation Bertelsmann* promettant quelques centaines de milliers de postes dont la logique et l'importance sont difficiles à comprendre.

Cette situation doit mener à des réflexions approfondies. Avant de conclure un accord, il faut soigneusement analyser à qui l'on a à faire – notamment en ce qui concerne sa situation et ses intérêts. Puis, on fait le deuxième pas en évaluant les avantages et inconvénients d'une interdépendance institutionnalisée plus étroite.

La crise de la dette américaine

La situation actuelle des Etats-Unis: les Etats-Unis sont simultanément au sommet de leur puissance militaire et d'une crise de la dette qu'il est quasiment impossible de financer. La dette fédérale s'élève à 17 billions de dollars américains (des trillions américains, c'est-à-dire 17 millions de millions!). Pour chaque dollar que l'Etat dépense, il doit emprunter 49 cents. La dette totale s'élève à 60 billions. Etant donné que le monde entier a pu prendre conscience de la situation, suite aux débats concernant le plafond de la dette, il réagit massivement. Un grand nombre de banques

«Le sénateur américain, Ron Paul, a fait le calcul devant ses concitoyens, que l'Etat serait sans dettes et qu'aucun citoyen n'aurait dû payer d'impôts sur le revenu si, depuis 1913 (établissement de la FED comme cartel des grandes banques avec les privilèges d'une banque centrale), l'élargissement de la masse monétaire correspondant à la croissance économique avait profité à la collectivité et non pas aux banques.»

et de fonds se sont débarrassés des fonds du Trésor à court terme et les Etats asiatiques et sud-américains sont en train de fonder des banques fédératives et des fonds monétaires régionaux.

Effritement du rôle du dollar en tant que monnaie de référence mondiale

Cela veut dire que la garantie du dollar en tant que monnaie de référence mondiale, assurée jusqu'à présent par le *Fond monétaire international* (FMI) et le groupe de la *Banque mondiale* (BM), où les Etats-Unis disposent d'une minorité de blocage, est en train de s'effriter. En outre, il y a d'importantes économies nationales, notamment la Chine et le Japon, qui ont convenu de ne plus commercer en dollars, mais dans leurs monnaies nationales respectives. Lors de la réunion d'automne du FMI et de la Banque mondiale, le secrétaire du Trésor américain *Jack Lew* a mis en garde: «Nous ne pouvons pas partir de l'idée que notre réputation de refuge pour le monde de la finance est assurée.» Le conseiller en placement, *Wealth Daily* s'exprime de façon plus radicale: «Par la perte de la position de monnaie de référence mondiale, les Etats-Unis perdent la possibilité de créer de l'argent à leur gré afin de financer leurs déficits aux dépens du reste du monde.» En d'autres termes: à l'avenir, la prédominance des Etats-Unis n'est financièrement plus réalisable. C'est pourquoi il faut s'attendre à des réactions de panique et à des perceptions financières indirectes.

Exclure la concurrence – tentative de sauver la vie à crédit

Cela signifie l'assèchement des centres financiers par le chantage encouragé par les médias – comme le montre l'exemple de la Suisse; le démantèlement de la concurrence offshore en Chypre qui, pour tout initié, n'aurait pas pu se faire sans les données collectées par la CIA dont nous connaissons à présent les activités; la stigmatisation de tous les autres refuges offshore, à l'exception des américains (par exemple Delaware) et de ceux des «Juniorpartners» (colonies de la Couronne anglaise); les contraintes importantes, établies par le comité de Bâle pour la surveillance bancaire de la *Banque des règlements internationaux*, qui ne sont pas respectées par les Etats-Unis et qui créent des frais avant tout pour les petites banques européennes, ce qui rend leurs affaires non rentables (destruction à grande échelle des banques régionales au profit des grandes banques mieux maîtrisables); la publication des données financières en Europe sans réciprocité etc. Tout cela cible le reflux d'actifs financiers (rapatriement) par lequel on veut redonner une vie financière au dollar. Cependant cela n'aura du succès qu'à court terme. Car la balance commerciale est structurellement déficitaire depuis 1980 et le déficit de la balance des paiements courants depuis les années 90. Toutefois, la position de monnaie de référence permet à la plus grande économie nationale toujours et encore de vivre à crédit. C'est pourtant «une partie périlleuse». Le commentaire de l'agence de

presse chinoise *Xinhua*: «C'est peut-être le bon moment de réfléchir à la construction d'un monde dé-américanisé.»

Guerre, fraude mondiale ou effacement mondial de la dette?

Dans le domaine social, les tensions augmentent. L'écart entre les riches et les pauvres s'agrandit. Actuellement, un dixième de la population a besoin de bons de nourriture (*food stamps*) pour survivre.

La haute finance américaine qui, depuis 1913 est pourvue des privilèges d'une banque centrale et qui, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a créé selon ses besoins une architecture financière internationale, domine toujours et encore les activités politiques et économiques en laissant derrière elle la trace d'un redéploiement intenable des revenus nationaux vers les revenus du capital au dépens du bien commun.

Une évaluation réaliste de la situation des Etats-Unis ne montre que trois voies de sortie de cette situation difficile: une (troisième) guerre mondiale, qui – comme dans le passé – légitimerait de continuer l'exploitation du monde; une «fraude mondiale» à l'aide d'une dévaluation massive du dollar («frauder» par un facteur 10?); ou un nouvel accord sur le statut de devise mondiale, ce qui impliquerait avant tout que la haute finance américaine renonce de manière coordonnée à recouvrer les dettes. Dans mon livre intitulé «*Empörung in Europa – Wege aus der Krise*» [Indignation en Europe – comment sortir de la crise] (cf. conclusion II), j'ai montré comment et pourquoi cela est faisable.

L'accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE – une étreinte mortelle?

Conclusion I: L'offre des Etats-Unis de créer un accord de libre-échange avec l'UE est comparable à l'étreinte d'un homme qui

Suite page 2

Le rapprochement entre les Etats-Unis et l'Iran: développement d'une nouvelle situation géopolitique?

par Albert A. Stahel, Institut für Strategische Studien, Wädenswil

Il y a quelques semaines, peu avant le vol de retour à Téhéran du président iranien, *Rouhani* et *Obama* se sont entretenus par téléphone. Presque simultanément, une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères américain et iranien a eu lieu. Pour la première fois depuis l'occupation de l'ambassade américaine de Téhéran en 1979, une nouvelle rencontre directe s'est déroulée entre les deux pays. Bien que la réunion ainsi que l'appel téléphonique ne puissent être qu'une première étape vers la normalisation des relations entre les Etats-Unis et l'Iran, une nouvelle situation géopolitique pourrait se développer au Moyen-Orient.

Actuellement, ce rapprochement est nécessaire et utile pour les deux pays. Alors que l'économie iranienne souffre des sanctions imposées, les Etats-Unis veulent réduire leur présence au Moyen-Orient pour deux raisons. Premièrement, ils veulent – avec leurs moyens de pouvoir et leurs forces navales dans le Pacifique occidental – renforcer l'aide à leurs alliés pour le contrôle de la Chine et ainsi tenir en respect leur nouveau

rival. Deuxièmement, en raison de leur faiblesse économique et financière ils doivent de toute urgence réduire leurs moyens militaires. Les Etats-Unis ne peuvent plus se permettre la présence simultanée dans deux régions. Le rapprochement avec l'Iran se passe donc au bon moment et a, ces derniers temps, également été favorisé par l'administration *Obama*. De même, les ayatollahs de Téhéran soutiennent les prises de contacts de *Rouhani*. Si l'ayatollah *Khamenei*, meneur de la révolution iranienne, met publiquement en garde contre un rapprochement trop hâtif avec les Etats-Unis, c'est pour calmer les cercles conservateurs de Téhéran. *Rouhani* et *Khamenei* se sont certainement concertés.

Quelles pourraient être les conséquences et l'impact d'un rapprochement entre l'Iran et les Etats-Unis? Tout d'abord, les Etats-Unis devront réduire progressivement les sanctions et l'embargo à l'égard de l'économie iranienne. Avec cette réduction, le début des relations diplomatiques directes devraient aller de pair. A moyen terme, Téhéran devra soumettre son programme nucléaire à la sur-

veillance étroite de l'Agence internationale de l'énergie. En échange, les Etats-Unis acceptent l'utilisation civile de l'énergie nucléaire par l'Iran. A long terme, les Etats-Unis acceptent également l'hégémonie de l'Iran dans le golfe Persique, ne serait-ce qu'en raison de la diminution de leurs engagements au Moyen-Orient. Cela signifie que les Etats-Unis reconnaîtront la nouvelle sphère d'influence géopolitique de Téhéran en Irak qui se développe à cause de l'intervention erronée de l'administration *Bush* dans ce pays. A la suite du retrait américain d'Afghanistan en 2014, cette sphère d'influence pourrait s'étendre de l'Afghanistan jusqu'au Liban. Pour les Etats-Unis, le partenariat avec l'Iran serait aussi un rempart et une lutte bienvenue contre les salafistes sunnites en Afghanistan, au Pakistan et en Syrie. En Syrie, les Iraniens devront accepter en échange le remplacement d'*Assad* par un autre alaouite.

La vraie victime de cette réorientation géopolitique sera l'Arabie saoudite. L'avenir du royaume, qui a jusqu'à présent très activement

soutenu les extrémistes sunnites dans le monde entier, pourrait être remis en cause. Quant à Israël, les Etats-Unis continueront à garantir la sécurité de l'Etat juif, mais sans vouloir se soumettre aux caprices des gouvernements respectifs à Jérusalem. Le temps, où les Etats-Unis étaient géopolitiquement des otages d'Israël au Moyen-Orient semble être terminé.

Les premières étapes du rapprochement de l'administration *Obama* vers l'Iran méritent d'être saluées. Elles se sont imposées d'urgence. Les Persans sont, en raison même de la position géostratégique de leur pays, les alliés naturels des Etats-Unis dans la région.

(Traduction *Horizons et débats*)



Albert Stahel
(photo thk)

Un bon ordre économique encourage la paix et demeure l'affaire des citoyens

Il faut dépasser le fléau du capitalisme destructeur et la concurrence malsaine en Europe

par Karl Müller

Il est grand temps de se rappeler les bases sur lesquelles toute l'Europe peut se construire. Car avec la mondialisation dominante et la fausse théorie d'«une main invisible» des marchés déchaînés et de la répartition internationale du travail qui serait bénéfique pour tous, ainsi qu'avec la transformation ciblée des sociétés européennes vers des sociétés d'économie de marché dans lesquelles on abandonne au marché tout ce dont les êtres humains ont besoin pour leur vie et leur bien-être, on a oublié que la liberté, y compris la liberté économique, nécessite des lois et de l'ordre – et par conséquent que le fondement de ces lois et de cet ordre est la volonté des citoyens, orientée selon le bien commun.

L'économie sociale de marché a été vidée de sa substance

Après la Seconde Guerre mondiale, dans la quasi-totalité des pays européens n'appartenant pas à la zone d'influence soviétique, le modèle reconnu d'un bon ordre économique était l'économie sociale de marché. Chacun était conscient du fait que le capitalisme déchaîné ainsi que l'agression commise à l'égard de la citoyenneté de l'individu, prenaient racine dans l'essor du totalitarisme et de la Guerre mondiale.

Mais avec la fin du bloc de l'Europe de l'Est et la tentative d'y installer un capitalisme pur, les économies sociales de marché de l'Europe occidentale, si prospères, ont été vidées petit à petit de leur substance. Elles ont été dénuées de leur éthique – basée sur le respect de la personne et la dignité de l'homme, notions selon lesquelles dans le monde du travail, l'entrepreneur et le travailleur sont partenaires, égaux en importance et en droits – et réduites principalement à une répartition d'allocations aux (prétendus) nécessiteux et à une bureaucratie sociale croissante et ambiguë.

L'appareil puissant de l'UE et sa bureaucratie poursuivait et imposait dorénavant le capitalisme pur dans tous les Etats membre. L'Union européenne a joué le rôle de précurseur en introduisant la libre circulation des capitaux et ainsi le capitalisme actuel est devenu pourri jusqu'à la moelle.

Dans ce processus, l'Europe d'après la Seconde Guerre mondiale – ne souhaitant plus jamais mener de guerre et aspirant à

davantage de justice, à un travail digne pour tous et à la garantie des bases vitales – a profondément changé. Ceux qui voulaient, remplis d'idéalisme en une Europe occidentale unifiée, soutenir le chemin vers l'UE uniquement dans ce but-là – sans partager le plan d'une Europe centraliste et bureaucratique à la Monnet servant avant tout les intérêts du grand capital –, constatent aujourd'hui avec amertume à quel point ils ont été trompés. Ils étaient nombreux à souhaiter une «Europe des patries», coopérant en paix, telle que le président français Charles de Gaulle l'avait imaginée. Dans l'UE d'aujourd'hui, nous n'en trouvons plus de trace.

Du «Directoire des Grands» à la puissance dirigeante allemande?

Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, avait déclaré, lors d'une interview, en 2009 déjà, que dans l'Union européenne, les Etats n'étaient plus égaux en droits. Il lui semblait qu'un «Directoire des Grands et leurs vassaux» voulait

donner le ton. Et Volker Kauder, président du groupe CDU du Bundestag, a en 2011 salué l'assemblée générale du parti en déclarant: «Jetzt wird in Europa Deutsch gesprochen.» [A partir de maintenant, on parle allemand en Europe].

Voilà seulement deux exemples parmi de nombreux autres, montrant dans quelle mesure les directives se sont transformées au sein de l'UE. Entre-temps, il est rare d'entendre parler en public de la chimère de l'égalité au sein d'une Union d'Etats. Au lieu de cela, c'est l'Allemagne qui s'est arrogée le droit d'être la puissance dirigeante de l'Europe.

Avec le début de la crise de la dette de l'Etat grec en 2010, la façade du «projet de paix» de l'UE a montré des fissures bien visibles. Les débats entre les Etats membres sont devenus plus durs, d'anciens préjugés sont remontés à la surface. La remise du prix Nobel à l'UE en 2012 semble grotesque dans ce contexte.

L'euro, soutenu par Helmut Kohl pour imposer l'union politique au sein de l'Union européenne, a profondément divisé les pays

membres. L'actuelle prépondérance économique allemande risque de se transformer en une prétention à l'hégémonie politique au profit d'intérêts économiques très particuliers.

Aspiration à la suprématie en Europe au moyen de la puissance économique

Dans son livre paru récemment, intitulé «Tatort Euro. Bürger, schützt das Recht, die Demokratie und euer Vermögen» (2013, ISBN 978-3-944305-03-5) [Le crime, c'est euro. Citoyens, protégez le droit, la démocratie et vos biens], Joachim Starbatty fait le point sur la situation catastrophique dans les pays tels que la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, qui sont à la merci du financement par le MES ou d'un autre soi-disant plan de sauvetage – en raison même de ce «sauvetage».

Depuis longtemps déjà, les succès des entreprises d'un pays ne sont plus au profit de tous. Par exemple: les excédents très élevés des exportations allemandes sont liés à l'endettement croissant des pays importateurs. Ces pays se voient dans l'impossibilité de rembourser leurs dettes exorbitantes. Ils s'enlisent de plus en plus dans leur servitude du surendettement, c'est-à-dire dans la dépendance de leurs prêteurs aux conditions de conversions de dettes toujours modifiées et aux intérêts respectifs. De plus, en cas d'une complète insolvabilité, ce sont de nouveau les contribuables allemands qui doivent s'en porter garant – ce qui est particulièrement grotesque.

Alors que de nombreux pays de l'Union européenne souffrent d'un taux de chômage très élevé, notamment des jeunes, et ne savent plus comment échapper à la récession et à la dépression, les entreprises et les politiciens allemands débauchent de jeunes spécialistes étrangers hautement qualifiés et bien formés par leur pays d'origine. Un enseignant de l'Ecole allemande à Rome raconte que, de plus en plus souvent, de jeunes Italiens fréquentent l'école allemande – pour apprendre l'allemand et ainsi pouvoir s'exiler en Allemagne. En même temps, les réserves envers la politique allemande augmentent de jour en jour. De pareilles choses se passent aussi en Espagne, au Portugal et en Grèce. Ces dernières années, des milliers de jeunes spécia-

Suite page 3

La pauvreté en Europe

km. Après que le premier rapport ait déjà montré en octobre 2009 des chiffres alarmants concernant l'étendue de la pauvreté en Europe (cf. *Horizons et débats* n° 6 du 14/2/11), le résultat de la seconde étude du 10 octobre 2013, présentée par la *Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge* est encore pire («Humanitarian impacts of the economic crisis in Europe», www.ifrc.org/PageFiles/134339/1260300-Economic%20crisis%20Report_EN_LR.pdf)

«Cinq ans de plus: de mal en pis», c'est le titre du résumé des résultats de cette étude de 60 pages. L'étude a analysé les statistiques officielles et les observations des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans 52 Etats de la zone européenne. Chacun est invité à lire l'étude en entier. Voici en bref quelques résultats:

Le nombre de personnes recourant pour l'aide alimentaire à la Croix-Rouge ou au Croissant-Rouge a augmenté de 2 à 3,5 millions. 43 millions de personnes dans les pays analysés n'ont pas un revenu suf-

fisant pour payer la nourriture nécessaire, 120 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté qui correspond à 60% du revenu moyen. Dans les pays de l'UE tels la Bulgarie, la Roumanie et la Lettonie, il y a plus de 40% de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté, en Lituanie et en Croatie plus de 30%. Mais également dans la plupart des autres pays, la proportion des personnes en danger de pauvreté augmente. Le taux élevé ou en augmentation du chômage cause de plus en plus d'inquiétudes, en particulier le nombre de jeunes chômeurs. Dans de nombreux pays, le taux de chômage des jeunes est supérieur à 20%, et dans 14 des pays analysés, il est de plus de 30% – allant jusqu'à 60%.

L'écart entre les riches et les pauvres s'agrandit dans presque tous les pays. Le nombre des «nouveaux pauvres» – c'est-à-dire de personnes qui travaillent, sans plus en pouvoir vivre – continue d'augmenter. En même temps, le nombre de personnes à revenu moyen diminue.

«Un effacement mondial de la dette ...» suite de la page 1

se noie. Cela est très souvent mortel pour les deux parties, si celui qui est menacé par l'étreinte (le sauveur) ne dispose pas de stratégie de sauvetage et si celui qui doit être sauvé n'accepte pas de coopérer à cette stratégie. Je reviendrai à ces conditions préalables à la fin.

D'abord une brève présentation des intérêts:

Etant donné que le reste du monde se dérobe de plus en plus à la domination financière américaine (cf. ci-dessus), l'Europe, toujours aisée et soumise, reste la seule région que les insatiables peuvent encore exploiter. L'introduction de satrapes de la haute finance dans les gouvernements et dans l'économie ainsi que l'établissement progressif d'une dictature financière de fait par ces intrus (cf. management de la BCE, MES et projet d'union bancaire) mettent en œuvre ces intérêts. Si tout cela continue, c'est la fin du modèle social européen (contrat social). La dernière analyse de la *Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge* (FICR) montre où nous nous trouvons sur cette voie. Dans 52 des pays européens examinés, 43 millions de personnes ne peuvent plus se payer leur nourriture et 120 millions sont menacés de pauvreté.

Les Etats-Unis (ou plutôt la haute finance américaine) ont, depuis la Grande Guerre, massivement investi dans le complexe militaire. Précédant les Russes, les Etats-Unis sont le premier exportateur d'armes du monde et ils ont besoin de clients. C'est pourquoi l'encouragement à participer aux «règlements de conflits» par les armes et l'obligation des Européens de participer à la

course à l'armement et à l'aide militaire sous leur commando (OTAN) font partie de la politique étrangère des Etats-Unis. Pourtant, un partenaire ayant besoin de guerres pour des raisons structurelles, représente plutôt un fardeau et un risque qu'un profit.

Un autre secteur important est l'agriculture. L'avant-dernier secrétaire d'Etat américain à l'agriculture l'a résumé de la façon suivante: «L'agriculture est le plus grand fournisseur de devises. L'Europe est notre marché d'avenir. Nous pouvons tout produire meilleur marché qu'eux. Si les riches Européens veulent absolument continuer à se payer leur agriculture non-rentable, qu'ils engagent des jardiniers-paysagistes bien payés. Mais nous, nous leur fournissons les produits alimentaires.» Dans une zone de libre-échange, cette stratégie sera gagnante. Nous devrions sacrifier la souveraineté alimentaire européenne, l'approvisionnement en cas de difficultés d'importation et notre agriculture développée à longue échéance.

En outre, dans une zone de libre-échange, il faudrait pour des raisons de compétitivité adapter les différentes normes sociales, écologiques et juridiques (p. ex. règles de la comptabilité, manière d'exposer les preuves, principe de précaution lors de l'application d'organismes génétiquement modifiés) à celles des Etats-Unis.

Les inconvénients d'un accord sans conditions préalables sont donc plus importants que les avantages.

Se libérer des griffes du monde de la finance présenterait des perspectives sensées

Que faudrait-il donc entreprendre pour que l'Europe puisse commencer à négocier avec

bonne conscience et de bonnes perspectives d'avenir pour les deux parties?

La première mesure, et la plus importante, est que les Etats-Unis se libèrent «des griffes du monde de la finance»¹ et acceptent un renouvellement de l'architecture de la finance mondiale. Cela est possible par la transformation de la FED en une banque nationale orientée vers le bien commun, l'abandon des créances, au moins partiellement, par les grands investisseurs, le retour à l'Etat du privilège de la création de monnaie ainsi qu'un accord monétaire mondial selon le modèle de la proposition d'une *Union monétaire internationale* (ICU) de l'année 1944, refusée à l'époque par les Etats-Unis.

Etant donné que les créances des gros investisseurs (oligarques financiers) ont été créées ex nihilo («fiat money»), on peut – dans le cadre d'un effacement de la dette mondiale – les réduire sans perte de niveau de vie de la société (implosion de la bulle). Le sénateur américain, Ron Paul, a fait le calcul devant ses concitoyens, que l'Etat serait sans dettes et qu'aucun citoyen n'aurait dû payer d'impôts sur le revenu si, depuis 1913 (établissement de la FED comme cartel des grandes banques avec les privilèges d'une banque centrale), l'élargissement de la masse monétaire correspondant à la croissance économique avait profité à la collectivité et non pas aux banques.

En outre, il faut exiger le consentement à un impôt international sur le chiffre d'affaires des capitaux pour financer les dépenses dans l'intérêt du bien commun et pour harmoniser l'imposition des gros capitaux.

Les Etats-Unis pourraient ainsi se réorganiser et redevenir un partenaire respecté de la politique et de l'économie mondiales sans

devoir piller le monde et favoriser les guerres. Les propositions ci-dessus sont donc dans l'intérêt des deux parties.

Dans le commerce international, il faudrait avant tout appliquer les règles de la parité économique et du principe du pays de destination. Le libre accès au marché ne doit être accepté que si les standards écologiques et sociaux du pays destinataire sont respectés et si les taux de change reflètent la parité économique. Ce n'est qu'à ces conditions-là qu'un échange de marchandises et de services apportera une augmentation du niveau de vie.

Conclusion II: Si les Etats-Unis veulent changer de façon ordonnée leur rôle de policier et financier mondial autoproclamé – qu'ils ne peuvent plus maintenir – pour devenir un modèle de puissance mondiale internationalement respecté, fort et démocratique, ils auront besoin du soutien de l'Europe. Entre amis, il faudrait traiter et parler de tout cela ouvertement. Le temps est mûr et la situation est favorable. Ce nouvel ordre, qui pourrait à ce moment-là mener à une zone de libre-échange euro-américaine, doit se faire sous forme de partenariat coopératif et non pas selon la déclaration cynique chinoise précitée qui signifierait la démission pur et simple des Etats-Unis. Le futur gouvernement fédéral autrichien est appelé à faire sien ce modèle, à chercher des partenaires européens et à présenter ces propositions à la table de négociation, le cas échéant à l'aide de la menace d'un veto. •

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ J'utilise ici les termes de J. G. Speth tirés de son livre «Der Wandel ist machbar. Manifest für ein neues Amerika», Editions Oekom, Munich 2013

Des citoyens ont réussi une recommunisation des réseaux énergétiques

Des citoyens de Hambourg ont du succès malgré une forte contre-propagande

par Burga Buddensiek, Hambourg

En même temps que les élections au Bundestag, un nouveau référendum a eu lieu à Hambourg. Cette fois-ci, il s'agissait d'une recommunisation des réseaux énergétiques. Le résultat est tombé très juste: 50,9% des votants (donc une majorité de 15 244 voix) a plaidé pour un rachat de 100% des réseaux d'électricité, de gaz et de chauffage urbain par la ville. Le fait que néanmoins une majorité se soit prononcée pour l'initiative touche presque au miracle.

L'initiative provenant d'une alliance entre le BUND (Association allemande pour la protection de l'environnement et de la nature), la Verbraucherzentrale Hamburg (l'Association des consommateurs d'Hambourg) et une partie de l'Eglise commença en 2010 sous le gouvernement de la CDU et des Verts à élaborer le référendum. En juin 2011, elle pouvait conclure l'initiative populaire avec succès.

Depuis, il y a eu un changement de gouvernement. (Après le référendum réussi contre la réforme scolaire, la coalition entre la CDU et les Verts s'est brisée, si bien qu'en février 2011, il y a eu de nouvelles élections. Depuis, la SPD gouverne avec une majorité absolue sous la direction du maire Olaf Scholz.) Le nouveau maire ne se laissa pas impressionner par le succès du référendum, déclara être opposé aux objectifs de l'initiative et refusa toute espèce d'entretien. Au lieu de cela, il élabore un propre projet: le Sénat voudrait récupérer 25,1% des réseaux pour se procurer une minorité de blocage. On déclara que cela ne chargerait pas trop le budget et assurerait pourtant au point de vue de la transition énergétique des possibilités d'influence. Le gouvernement passa en novembre 2011 à l'action, malgré le référendum annoncé: Pour 543,5 millions d'euros, on racheta 25,1% des participations aux réseaux. Certes, on a convenu que les contrats pourraient être «résiliés» au cas où un référendum demandant autre chose aboutirait, mais Olaf Scholz n'a pas vraiment tenu compte de cette variante vu le vent favorable d'un résultat électoral brillant.

Directement après l'entrée en vigueur de la Loi sur la transparence controversée (octobre 2012) et initiée par «Mehr Demokratie e. V.», la Netz-Initiative a demandé à consulter les calculs, qui ont conduit au prix du rachat partiel. (Déjà à ce moment-là, le Sénat menait une contre-campagne en argumentant qu'un rachat complet s'élevait à plus de «2 milliards d'euros» surchargerait trop le budget déjà très endetté. Hambourg n'en aurait pas les moyens!) Fin juillet 2013 arriva la décision négative du service administratif des finances. E.on et Vattenfall auraient strictement refusé une publication des bases d'évaluation et d'autres documents relatifs aux contrats et inaccessibles jusqu'à présent. On avança l'argument que l'intérêt porté à la garde du secret des entreprises pèserait plus «considérablement» que l'intérêt d'informations de l'initiative et de la population. Le tribunal administratif de Hambourg se rallia également à cette argumentation quelques jours avant le référendum, lors duquel les initiateurs ont tenté d'obtenir par une mesure provisoire la remise des dossiers. (L'initiative envisage d'autres étapes contre ce jugement).

Vattenfall refusa non seulement la mise à jour sans condition de la base d'évaluation pour les réseaux, mais il s'opposa à la publication des profits issus du secteur, en particulier du réseau de chauffage urbain, sur lequel le groupe peut opérer jusqu'à présent sans concurrence et sans limitation de prix par la Bundesnetzagentur (l'agence fédérale des réseaux). Ainsi, le fournisseur d'énergie empêcha intentionnellement un débat objectif sur les coûts effectifs et la viabilité financière du rachat. Les fractions communales de la SPD, de la CDU et du FDP pouvaient donc réduire leur slogan bon marché «2 milliards pour le rachat du réseau. Pas avec mon argent. Non à l'initiative».

La «fraction politique du Non» obtint un autre soutien six semaines avant le référendum grâce à une alliance lourde en capital issue de l'économie: la Handelskammer (Chambre de commerce) et le Industrie-

band Hamburg (Association de l'industrie d'Hambourg) appartenait aussi bien à cette alliance que la Handwerkskammer (Chambre des artisans), le Bund der Steuerzahler (Fédération des contribuables), le Grundeigentümerversand (Association des propriétaires fonciers), le Industriegewerkschaft Bergbau, Chemie, Energie (Syndicat de l'industrie minière, de chimie et d'énergie), le Verband der Metall- und Elektroindustrie (Association de l'industrie métallurgique et électronique), la Vereinigung der Unternehmerverbände in Hamburg und Schleswig-Holstein (Union des associations d'entreprises de Hambourg et Schleswig-Holstein) et d'autres. Dans une campagne sans précédent, cette alliance du «Non» recouvrait toute la ville avec de grandes affiches, des présentoirs, des dépliants et des annonces dans les journaux, plaidant pour un «Non au rachat du réseau énergétique».

Vattenfall lui aussi fit bien les choses en lançant une bataille onéreuse pour ces réseaux qui étaient paraît-il sans valeur au moyen d'annonces journalières de grand format dans les quotidiens et des suppléments publicitaires de plusieurs pages dans les journaux d'annonces gratuits.

Comme de toute votation populaire, on peut tirer aussi de celle-ci des leçons:

Les énormes efforts financiers des adversaires ont peut-être réduit l'avance des partisans de l'initiative (au printemps, selon des sondages presque 60% des Hambourgeois se prononçaient encore pour le rachat), pourtant le peuple s'est montré finalement ne pas être vénal! C'est réjouissant. Ce serait toutefois loyal, si les initiateurs de la «campagne du Non» rendaient public leur financement, tout comme l'initiative en est obligée par la loi déjà aujourd'hui. «Unser Hamburg – Unser Netz» avait un budget de 190 000 euros. Son représentant Manfred Braasch du BUND estime le budget publicitaire de l'opposition entre 10 et 20 millions d'euros. La chambre de commerce a rendu public qu'elle avait participé pour 16 000 euros aux coûts des

affiches, prospectus et frais d'agence. Les autres participants s'enferment encore dans le silence.

Même si la SPD de Hambourg a déclaré avec enthousiasme directement après la publication des résultats malgré son opposition déclarée au référendum, qu'elle s'engagerait entièrement à la réalisation du vote populaire (l'engagement d'un référendum pour le gouvernement hambourgeois est maintenant ancré dans la Constitution), elle a empêché d'abord la décision avec son deal de 25,1%, son secret sur les parts au contrat et sa «campagne de peur de 2 milliards d'euros», un débat public objectif sur les bases décisionnelles. Dans l'ensemble, on doit malheureusement constater que l'idée du «peuple en tant que souverain» provoque chez de nombreux politiciens allemands toujours un certain malaise. Ainsi, une consultation populaire pour le rachat des réseaux électriques et la fondation de services techniques contrôlés écologiquement et démocratiquement aura lieu seulement le 3 novembre. Pour des raisons tactiques, le Sénat de Berlin a détaché la date du référendum des élections au Bundestag, car dans la capitale un quota de participation est en vigueur, qui aurait été assez certainement atteint dans le contexte des élections au Bundestag, mais qui n'est guère franchissable hors d'autres élections. Celui qui tente au moyen d'astuces politiques d'empêcher des référendums, ne se situe pas sur un pied d'égalité avec les citoyennes et citoyens, comme cela devrait pourtant être évident dans une démocratie.

Mais aussi sur le plan fédéral, tous les efforts ont échoué jusqu'à présent (à cause du blocus de la CDU/CSU), afin d'introduire le référendum comme instrument de participation politique. Etant donné que tous les autres partis à part la CDU/CSU se sont prononcés dans la campagne électorale en faveur de l'introduction du référendum au niveau national, on est curieux de savoir si le sujet joue un rôle dans les négociations de coalition. •

«Un bon ordre économique ...»

suite de la page 2

listes bien qualifiés ont quitté ces pays pour immigrer en Allemagne. Quant au nouveau membre de l'UE, la Croatie – où également plus de 50% des jeunes gens en-dessous de 25 ans sont au chômage – les jeunes en quête d'un travail pourront maintenant encore plus facilement tourner le dos à leur pays.

Le «nouveau» capitalisme

En même temps, il est apparu dans les soi-disant Etats en crise un genre de capitalisme adhérent entièrement à l'idéologie mondialiste. La Grèce en fait aussi partie. Alors que depuis quatre ans déjà, la population va toujours plus mal, de jeunes entrepreneurs grecs chantent les louanges d'un nouvel ordre économique, entièrement aligné sur la mondialisation.

La «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 18 septembre 2013 a généreusement ouvert ses colonnes à quelques-uns de ses jeunes entrepreneurs, sous le titre «L'utopie grecque». Les journalistes sont enthousiasmés face à cette nouvelle forme de capitalisme grec et commentent leur article affirmant vouloir «répondre au matraquage («bashing») de la Grèce par le réalisme des Grecs». Les jeunes Grecs essaient d'accomplir dans leur pays la même chose «que les Allemands de l'après-guerre ont accompli dans le leur».

En lisant cet article de pas moins de quatre pages, on est confronté aux principes d'un nouvel ordre économique qui ne se concentre pas sur les besoins en biens et en prestations de service des Grecs, donc du pays, mais sur la demande des nantis de ce monde: le tourisme de luxe, les produits agricoles les plus exquis et la technologie de pointe. Un de ces jeunes entrepreneurs affirme que «depuis le premier jour, nous avons misé sur le marché global». Ces jeunes entrepreneurs parlent de la nécessité d'une «transformation mentale» à laquelle la «crise» dans leur pays a libéré la voie: moins d'intervention étatique, respect

maximal des aspirations aux profits maximaux, privatisation de toute la vie économique, ouverture envers les investisseurs du monde entier et toujours le plus cosmopolite possible ... Un jeune entrepreneur l'exprime de la manière suivante: «Le monde capitaliste est dans l'impasse. Il nous faut un nouveau modèle. Je pense que ce modèle émanera des entreprises. Les entreprises sont les molécules de la société moderne.»

La «nouvelle» Grèce – un modèle pour l'Europe?

Les journalistes allemands continuent leurs commentaires en affirmant que «les politiciens ont omis de dire aux Allemands que ce n'est pas seulement la Grèce qui se donne de nouvelles structures, mais l'Europe tout entière. Donc la Grèce, contrairement à ce que nous pensons maintenant, ne serait pas le dernier mais le premier pays. Il pourrait donc être un modèle.»

En effet: le résultat des élections au Bundestag nous laisse songeur. Il semble que la chancelière allemande et les partis bien représentés dans les grands médias ont réussi à détourner l'attention publique des questions de notre avenir pour (ainsi?) garder le pouvoir politique en main. Or, il reste entièrement ouvert comment le Parlement nouvellement élu et le nouveau gouvernement prévoient d'aborder les tâches politiques actuelles.

Lors de la campagne électorale, la revendication de davantage de démocratie directe et de souveraineté des citoyens n'était pas à l'ordre du jour au sein des partis. Apparemment, aucun des partis représentés au Bundestag n'a trouvé prometteur de revendiquer une loi qui garantisse aux citoyens le droit politique d'exercer directement le pouvoir législatif dans certains domaines. Au lieu de cela, la polémique contre la démocratie directe regagne du terrain en Allemagne, récemment dans un article d'une page entière dans la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 30 septembre. Des votations populaires

réussies à l'instar de celle du 22 septembre à Hambourg revendiquant le retour des réseaux de distribution d'énergie dans la responsabilité des communes, ne semblent pas correspondre aux idées politiques des élites du pouvoir établi. Contrairement à cela, on revendique de la «gouvernance».

La paix européenne menacée?

Il est très probable que les directions des partis, candidats au futur gouvernement, se préparent aussi au Parlement à suivre une voie politique qui sera définie avant tout par le pouvoir exécutif. Il est donc à craindre que les décisions politiques futures seront soutenues au Parlement par une grande coalition, mais très probablement pas dans le sens voulu par les citoyens et en définitive à l'encontre de leur choix.

Au cours des prochaines années, la question de l'avenir de l'économie et du système économique allemands sera primordiale. Prépare-t-on un totalitarisme économiste post-démocratique dans lequel l'économie allemande continue de consolider sa suprématie face aux autres pays européens? L'Allemagne doit-elle donc acquérir davantage de «responsabilité» dans le monde, comme l'a prôné, Joachim Gauck, le président fédéral allemand, le 3 octobre 2013? La politique et l'armée allemandes doivent-elles fournir des prestations tributaires en Afrique et au Proche- et Moyen-Orient au profit de son allié de Washington qui veut transférer le centre de ses actions politiques et militaires dans la région de l'océan Pacifique? Des prestations tributaires afin que l'Allemagne puisse agir à sa guise en Europe? Que signifierait tout cela pour l'Europe dans son ensemble et quelles seront les réactions des autres Etats et peuples?

Le système économique est l'affaire des citoyens

Au cours de l'année prochaine, on commémorera le centenaire du début de la Première Guerre mondiale. A cette occasion,

les analyses historiques foisonnent. Parmi elles, il y a également des voix sérieuses qui rendent attentifs aux parallèles existantes avec la situation actuelle en Europe et dans le monde. S'agit-il uniquement d'une chimère? La guerre, est-elle bannie de l'Europe pour toujours? Où le «nouveau» capitalisme et la concurrence malsaine conduiront-ils l'Europe dans une nouvelle guerre?

Le système économique est l'affaire des citoyens, l'affaire des peuples. La question de l'ordre économique ne concerne pas uniquement l'approvisionnement des citoyens en biens vitaux et en prestations de services. C'est en même temps une question concernant la réalisation de davantage de justice et de paix: à l'intérieur des pays, en Europe et dans le monde. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2013 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«La Suisse ne pratique pas de politique de puissance et n'a pas d'agendas cachés»

Compte-rendu et interviews de la Conférence annuelle de la DDC à Lugano

thk. La Conférence annuelle de la coopération suisse au développement, organisée par la *Direction du développement et de la coopération (DDC)* et du *Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)* a eu lieu vendredi, le 27 septembre dans le *Palazzo dei Congressi* à Lugano. Le thème de la conférence était «Un monde fragile – perspectives pour les jeunes».

La présence d'un grand nombre de jeunes gens, principalement du Tessin, était surprenante. Le titre de la conférence mettait l'accent sur la situation de la jeunesse, particulièrement touchée par les conditions de précarité (cf. encadré ci-dessous). Les participants intéressés ont pu comprendre la signification du terme «contextes fragiles» à l'aide de films et de récits personnels. Il s'agit

des pays dans lesquels les services publics n'existent pratiquement pas, où, la situation de sécurité est fragile, la police ne fonctionne pas, le système scolaire est déréglé, les soins médicaux et les infrastructures sont déficients, les gens souffrent de la malnutrition, l'approvisionnement en eau est mauvaise ou inexistant et aucune aide sociale de l'Etat n'est prévue. La conséquence de tout cela est un manque absolu de perspectives pour les personnes concernées, notamment pour la jeunesse qui a la vie devant elle.

C'est dans ce cadre que la DDC s'engage avec des projets aidant à redonner une perspective aux hommes. Lors de la conférence, on a présenté des projets du Honduras, du Niger et de l'Egypte ainsi que des interviews

avec des gens provenant de ces régions. Dans son discours de clôture, le conseiller fédéral *Schneider-Ammann* a annoncé un renforcement de l'engagement suisse dans les contextes fragiles ainsi que dans la maîtrise des risques globaux.

Les perspectives s'offrant aux jeunes se trouvant dans des conditions de précarité ont constitué l'un des thèmes principaux de la conférence. Avec «Giovissimo» (*giovani_visione_mondo*), on a créé un nouveau réseau social en italien se consacrant aux questions de la coopération pour le développement pour les jeunes.

Compte tenu du fait que les victimes de ces conditions catastrophiques sont surtout des jeunes, il faut saluer l'initiative remar-

quable des jeunes gens d'un pays hautement développé telle que la Suisse pour leur participation au concours de vidéo de la DDC avec des courts métrages très émouvants attirant l'attention de leurs jeunes collègues sur la situation difficile dans des pays lointains. Ainsi ils apportent une contribution très précieuse à la coopération pour le développement. Dans les interviews de l'ambassadeur *Martin Dahinden*, directeur de la DDC, et du chef du bureau de la DDC à Bamako (Mali) *Mirko Manzoni*, vous comprendrez les défis multiples, par exemple dans le domaine de la sécurité, auxquels la Suisse est confrontée lors de ses engagements dans les pays aux contextes fragiles et pourquoi la DDC et le SECO acceptent ces défis. •

Etre en contact direct avec les gens sans se concentrer uniquement sur des solutions techniques

Interview de l'ambassadeur *Martin Dahinden*, directeur de la Direction du développement et de la coopération (DDC)



Martin Dahinden
(photo thk)

Horizons et débats: Comment la DDC traite-t-elle la question de la sécurité dans des pays ou des régions à propos desquels on peut parler de contextes fragiles?

Martin Dahinden: Lorsqu'on travaille dans des contextes fragiles, il y a deux niveaux de risques.

Le premier est la sécurité du personnel de la DDC, mais aussi des partenaires qui travaillent dans ces programmes. Le deuxième est le risque pour les projets et programmes eux-mêmes. On commence quelque chose dans un pays, puis les tensions gagnent en intensité et à la fin, on doit avouer qu'on a beaucoup investi sans grand effet.

Comment peut-on empêcher cela ou au moins minimiser ce risque au maximum?

Pour ces aspects, l'élément-clé est d'observer très exactement ce qui se passe sur place. C'est l'essentiel. Il faut que nous ayons des gens sur le terrain qui soient capables d'établir très soigneusement un «mapping», un examen exact de la situation, afin qu'on ne doive pas se baser sur des appréciations générales, mais qu'on sache exactement quelles personnes sont en rapport avec qui et quelles sont leurs intentions. C'est ainsi qu'on peut considérablement

réduire les risques. Il est également important qu'on puisse, dans un tel contexte, prendre contact avec ces acteurs afin de les connaître personnellement. C'est décisif.

Cela pourrait aussi aboutir à l'abandon d'un projet.

Si les risques augmentent trop, nous arriverons bien sûr à un point où il faudra se dire qu'il n'est plus possible de continuer le travail. Il est évident que nous ne mettons pas en danger notre personnel.

Avez-vous déjà dû abandonner un projet?

Oui, par exemple lorsqu'il y a quelque temps, nous avons dû retirer des collaborateurs du Yémen parce que les risques étaient devenus trop grands. De telles situations doivent être observées soigneusement.

Vous avez parlé de deux niveaux.

Le deuxième niveau est le risque pour le programme, quand on doit retirer les gens qui sont sur place et que le programme ne peut plus être poursuivi. Cela doit être évalué avec soin. L'année dernière, nous avons mené une discussion politique à ce sujet. Nous avons clairement posé la question aux commissions parlementaires: si nous nous engageons davantage dans des contextes fragiles, là où les souffrances des gens sont les plus grandes, nous devons être conscients qu'il est possible d'encourir des échecs.

La réponse du Parlement, à travers tout l'éventail des partis, a été positive. Il est posi-

tif de s'y engager, premièrement parce que les gens y souffrent le plus, mais deuxièmement aussi parce que la Suisse y a des avantages. Nous sommes souvent perçus comme étant neutres. Nous ne pratiquons pas de politique de puissance et cela nous permet de nous engager dans des régions où d'autres se sont retirés.

Pourriez-vous donner un exemple concret?

Il y a quelque temps, j'ai par exemple été dans le nord-ouest du Pakistan, dans la vallée de Swat, près de la frontière de l'Afghanistan, où pratiquement plus personne ne travaille. Là, j'ai parlé avec les gens, et cela a été intéressant de voir à quel point les habitants étaient bien informés de l'attitude politique et des valeurs de la Suisse. C'est une des raisons pour lesquelles nous nous sommes dit qu'il fallait prendre le risque puisque nous avons une chance que d'autres pays n'ont pas.

Quel est le facteur décisif qui permet à la Suisse de disposer de cette plus grande marge de manœuvre?

La Suisse ne pratique pas de politique de puissance et n'a pas d'agendas cachés. En fait, c'est cela qui nous donne une marge de manœuvre. J'ai pris le Pakistan comme exemple parce que ce pays est le théâtre de rapports de puissance. Mais nous avons constaté un phénomène similaire au Népal également. C'est important pour pouvoir travailler dans de tels contextes conflictuels. Ce qui est aussi fondamental, c'est qu'on se pro-

cure les connaissances nécessaires sur place, qu'on soit en contact direct avec les gens et qu'on ne se concentre pas uniquement sur les solutions techniques sans tenir compte des personnes qui vivent là où nous travaillons.

De quels projets s'agit-il au Pakistan?

Personnellement, j'ai vu deux programmes au nord-ouest du Pakistan, à la frontière de l'Afghanistan. Le premier se concentrait sur des projets scolaires, surtout pour les filles. Le second consistait à créer des revenus. Nous avons aidé des personnes à développer une activité malgré les conditions difficiles, par exemple l'élevage de volaille.

C'est impressionnant que la DDC et vous-même en tant que directeur y alliez tout en vous exposant à des dangers non négligeables. Je dois dire que moi-même, je n'y ai passé qu'un seul jour. Ce sont bien sûr nos collaboratrices et nos collaborateurs qui y font le travail. Mais je sais aussi qu'ils le font dans des conditions difficiles et c'est la raison pour laquelle, au sein de la direction de la DDC, nous avons décidé d'aller sur place, également en tant que membre de la direction. Cela ne doit pas forcément être le directeur. Mais c'est important que nos collaborateurs réalisent que la direction s'occupe de ces situations.

Monsieur l'ambassadeur Dahinden, nous vous remercions de vos réponses. •

(Interview réalisée par *Thomas Kaiser*)

Les Etats fragiles: extension de l'engagement de l'aide suisse au développement

ef. En septembre de l'année dernière, le Parlement suisse a décidé de poursuivre la coopération internationale 2013-2016, dans laquelle les tâches de l'aide humanitaire, de la coopération au développement, des mesures de politique économique et commerciale dans le cadre de la coopération au développement et de la coopération avec l'Europe de l'Est sont pour la première fois regroupées dans un seul document. Cette décision fédérale est entrée en vigueur au 1^{er} janvier. L'objectif principal est toujours la lutte contre la pauvreté. A l'avenir, la Suisse s'engagera davantage dans les contextes fragiles. Cela concerne les régions des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique, l'Afrique méridionale, le Niger, le Tchad, l'Afrique du nord/Palestine, le Hindou Kouch, le Mékong, le Népal et Haïti. Dans son travail de développement, la Suisse veut s'engager en faveur de la démocratie, de l'Etat de droit et des Droits de l'homme et promouvoir les institutions performantes des Etats et des sociétés civiles. En tant que pays neutre sans passé colonial, elle détient les meilleurs atouts pour travailler dans ce contexte difficile. En outre, elle est considérée comme impartiale, sans aucune

arrière-pensée de stratégie politique, s'engage à long terme et a de l'expérience dans le soutien des Etats fragiles.

Dans le monde entier, 1,5 milliards de personnes vivent actuellement dans des Etats fragiles ou touchés par des conflits. Pour la plupart de ces personnes, cela signifie une vie dans la pauvreté, la peur, l'insécurité et le manque de perspectives. Ce sont les plus pauvres parmi les pauvres. Selon la *Banque mondiale*, la crise économique mondiale récente a poussé 70 millions de personnes supplémentaires dans une extrême pauvreté à cause de l'augmentation des coûts alimentaires. Entretemps, 40 Etats au monde sont touchés par la fragilité, la violence et les conflits. «La déficience des structures étatiques aggrave les problèmes de pauvreté. La faiblesse d'un gouvernement, l'insécurité juridique et la corruption peuvent réduire à néant les résultats obtenus. (Message du Conseil fédéral pour la coopération internationale 2013-2016). C'est pourquoi, la Suisse renforcera son engagement dans les prochaines années en particulier en faveur des Etats dits fragiles (cf. *Horizons et débats* n° 28 du 17/9/13).

La fragilité n'a pas de définition unique. Pourtant, on reconnaît au niveau interna-

tional que ce terme désigne «les pays dont les institutions étatiques sont faibles ou instables et dans lesquels la pauvreté, la violence, la corruption et l'arbitraire politique font partie du quotidien. Les gouvernements concernés ne peuvent ou ne veulent pas assurer les fonctions de base de l'Etat dans les domaines de la sécurité, de l'Etat de droit et des services publics. Par ailleurs, une relation constructive entre le gouvernement et la population fait défaut dans ces pays: les objectifs politiques et socio-économiques du développement ne sont pas définis conjointement.» («Pauvreté, instabilité et violence dans les Etats fragiles» – DDC). Dans les Etats fragiles, la sous-nutrition et la mortalité infantile sont par exemple deux fois plus élevées que dans les autres pays pauvres; les enfants ont trois fois moins de chance d'obtenir une formation scolaire; l'accès à l'eau potable propre pour la population s'élève à la moitié par rapport à d'autres pays pauvres.

Selon la *Banque mondiale*, les pays affligés par les guerres depuis des années, ont besoin de 15 à 30 ans avant de pouvoir se stabiliser à nouveau.

Le terme «contextes fragiles» se réfère aux dix principes internationaux

en vigueur de l'OCDE qui engagent les acteurs de la coopération au développement à définir leur contribution en vue de réduire les conflits politiques et sociaux en partant du contexte. Ils forment un pilier fondamental du travail de la DDC dans les régions et pays fragiles ou affectés par un conflit:

1. Prendre le contexte comme point de départ.
2. Ne pas nuire.
3. Faire du renforcement de l'Etat l'objectif fondamental.
4. Accorder la priorité à la prévention.
5. Reconnaître qu'il existe des liens entre les objectifs politiques, sécuritaires et de développement.
6. Promouvoir la non-discrimination comme fondement de sociétés stables et sans exclus.
7. S'aligner sur les priorités locales d'une manière différente selon le contexte.
8. S'accorder sur des mécanismes concrets de coordination de l'action des acteurs internationaux.
9. Agir vite – mais rester engagé assez longtemps pour avoir des chances de réussite.
10. Eviter de créer des poches d'exclusion.

«Pour nous, c'est une obligation d'aller sur le terrain auprès des personnes qui souffrent»

Interview de Mirko Manzoni, directeur du Bureau de coopération suisse au Mali*



Mirko Manzoni
(photo thk)

Horizons et débats: Le Mali se trouve dans une situation très fragile. Comment est-ce possible d'y trouver des partenaires fiables? M. Dahinden vient d'expliquer qu'il faut évaluer la situation sécuritaire avec les personnes qui vivent sur place. Comment peut-on établir la confiance nécessaire

pour pouvoir se fier aux analyses de ces personnes?

Mirko Manzoni: Un des grands avantages que nous avons en tant que Bureau de coopération suisse, c'est que nous travaillons directement sur le terrain, notamment en comparaison avec les autres agences de développement. L'avantage de la coopération suisse est qu'elle est toujours présente. Concrètement, cela veut dire que nous de Bamako, même moi avec ma cravate, je me déplace à Sikasso, ou aussi à Timbuktu. Je vais à la rencontre des gens, ce sont des rapports de confiance.

Pourquoi travaillez-vous de cette façon?

C'est beaucoup plus important que de rester à Bamako et de rencontrer des ministres. Ce n'est qu'ainsi qu'on établit de réels rapports de confiance avec les notables compétents et avec les partenaires. Donc je dirais que, malgré la fragilité du contexte, il est très important d'être proche des partenaires. Cela rend notre engagement possible et crée la confiance. Un autre avantage est que tous les membres de notre bureau travaillent sur place. Si nous perdions cela, ce serait très dommage parce que nous sommes aussi reconnus par les autres agences pour cette manière de collaborer.

* Mirko Manzoni dirige depuis 2012 le bureau de coopération suisse au Mali (49 collaborateurs, un budget annuel de 20 millions de francs suisses – l'un des plus gros programmes pays de la DDC).

Comment travaillent les autres organisations?

Il y a de grandes agences qui ne font pas eux-mêmes le travail. Mais si l'on fait que donner de l'argent, on va (normalement) dans la capitale. J'ai des collègues qui ne sont encore jamais sortis de Bamako. Ils ne quittent jamais cette ville pendant les 3-4 ans qu'ils y travaillent. Pour nous cependant, c'est une obligation d'aller sur le terrain auprès des personnes qui souffrent.

J'aimerais revenir sur l'aspect mentionné par Monsieur Dahinden. Comment la Suisse est-elle perçue? Est-elle aussi considérée comme pays neutre et digne de confiance au Mali?

Il faut souligner que la question de la neutralité est une question de relations. Il faut une communication ouverte pour pouvoir montrer aux autres qu'on est neutre. Ce n'est pas toujours facile.

Quelles difficultés rencontrez-vous dans ce domaine?

Je vous donne un exemple: si vous êtes au Mali, où la situation est difficile, et vous dites que vous travaillez au Nord sans expliquer pourquoi, comment et avec qui aux gens du Sud, vous courez le risque de ne pas être considéré comme étant neutre. La situation des Suisses était très délicate à certains moments. Mais, surtout grâce à une bonne communication et à nos relations, nous avons réussi à être considérés comme étant neutres. La neutralité ne se gagne pas simplement parce qu'on est neutre, mais parce qu'on la transmet, on la vit. Un malentendu est vite arrivé, surtout dans les contextes fragiles.

Cela paraît être un grand défi. Comment faites-vous pour réussir?

Une chose est très particulière: si nous disons que nous voulons travailler dans une zone de conflit, nous courons le risque qu'on se méfie de nous ou qu'on nous critique parce que les habitants de cette zone pensent que nous faisons partie du camp adverse. Si vous

consultez la stratégie de la Suisse au Mali, vous réaliserez que nous voulons, en tant que Suisses, travailler là où les problèmes sont les plus importants. Or plus nous travaillons là où il y a des problèmes, plus le risque est grand d'être critiqué. La communication directe avec les gens sur place est fondamentale. Sinon, on peut rencontrer de sérieuses difficultés et de gros problèmes. A Bamako, nous avons développé une stratégie de communication spécifique qui doit permettre

d'éviter les malentendus. Chaque activité est conçue de manière à ne pas pouvoir être mal interprétée – ni par l'une, ni par l'autre partie. La communication directe en est le fondement, sinon vous pourriez être amenés à quitter très rapidement le pays.

Monsieur Manzoni, nous vous remercions de cet entretien.

(Interview réalisée par Thomas Kaiser)

Les obligations de la Suisse neutre dans le monde

mw. Les interviews de l'ambassadeur Martin Dahinden et de Mirko Manzoni montre le travail essentiel fourni par la Direction du développement et de la coopération (DDC) dans de nombreux pays du monde, où elle contribue à la survie et à une existence digne d'un grand nombre de personnes.

Les deux collaborateurs de la DDC confirment que la Suisse, suite à son statut de neutralité, a de nombreuses possibilités de contribuer à l'aide humanitaire par des moyens civils et par la voie diplomatique. En lisant le rapport du Mali, nous nous souvenons que le conseiller fédéral Didier Burkhalter, chef du DFAE (Département fédéral des Affaires étrangères) avait, au printemps 2013, prévu une intervention de l'armée suisse sous commandement de l'UE au Mali, un pays en guerre. Heureusement, cette intervention ne s'est pas concrétisée, en raison de l'opposition de parlementaires et de citoyens opposés à ce projet qui aurait violé notre neutralité. Dans ce monde exposé à la guerre et aux souffrances, la Suisse a d'autres tâches à résoudre que de participer à des interventions militaires.

Conformément à l'art. 54 al. 2 de la Constitution fédérale, la politique extérieure de la Suisse doit se limiter à la politique de paix et de neutralité:

«La Confédération s'attache à préserver l'indépendance et la prospérité de la Suisse; elle contribue notamment à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles.»

La Suisse répond à cette obligation constitutionnelle par les diverses contributions de la DDC et du CICR, mais également avec le siège du CICR, le gardien des Conventions de Genève, et en tant qu'hôte pour de nombreuses organisations onusiennes et autres organisations internationales qui se consacrent au travail pour la paix. Même les bons offices que la Suisse met à disposition sur son sol et l'aide des diplomates suisses depuis des siècles, ne sont possibles que suite à la neutralité de la Confédération suisse.

L'art. 54 al. 2 de la Constitution fédérale ne peut en aucun cas être utilisé pour justifier l'envoi de troupes suisses dans des zones de guerre. C'est pourquoi, le 24 septembre 2009, le Conseil national a clairement rejeté la participation de l'armée suisse à l'opération de l'UE Atalanta (par 102 voix de presque toutes les fractions, contre 81). C'est également la raison pour laquelle l'intervention militaire, planifiée par le chef du DFAE Didier Burkhalter, n'a pas eu lieu.

Offrir des perspectives à la jeunesse – une contribution importante à la stabilité politique

thk. «Vivre dans des contextes fragiles» était le thème principal de la conférence annuelle de la DDC à Lugano. Le thème devrait être enseigné en cours d'histoire ou en éducation civique, car ce sont surtout les jeunes qui souffrent de la fragilité des Etats. L'édition de septembre 3/2013 du magazine «Un seul monde» de la DDC est consacré au thème «Fragilité – vivre dans la peur, la violence et la pauvreté.»

L'exemple du Honduras nous montre ce que cela signifie de vivre dans un contexte fragile. Le Honduras, lui-même, n'a pas eu à subir de guerre civile, mais il a été gravement endommagé par les guerres civiles se déroulant au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua sans obtenir pour autant de l'aide internationale comme ces autres Etats. Depuis plus de deux

décennies, l'insécurité augmente constamment. Des fusillades en pleine rue sont monnaie courante et la population doit y survivre, d'une façon ou d'une autre. Le problème principal est la criminalité des gangs, surtout parmi les jeunes, frustrés et au chômage. Au Honduras, le taux d'homicides est des plus élevés. En 2004, il y avait déjà 34 meurtres pour 100 000 habitants, en 2012 ce chiffre a plus que doublé et a atteint 85,5 meurtres par année. En 2012, 7172 personnes ont été victimes d'un délit de violence.

Bien que la population ait doublé au cours des trente dernières années, l'économie est en stagnation complète. La grande pauvreté et l'absence de perspectives rendent la tâche facile aux trafiquants de drogues et aux chefs de bandes. Y contribuent aussi l'affaiblissement de l'appareil judiciaire et de la police suite à la corruption et au taux élevé de la criminalité. Dans de grandes parties du pays, il n'y a aucune protection juridique et les gens ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Le gouvernement tente de rétablir l'ordre, mais jusqu'à présent sans grand succès. L'absence d'un Etat efficace et une police totalement dépassée font du Honduras un Eldorado de la mafia de la drogue. Les experts y voient la cause principale de la violence croissante. Dans ce pays, il n'y a actuellement guère de perspectives d'avenir pour les jeunes. Tout adolescent est d'emblée soupçonné d'être un criminel du fait du taux élevé de la criminalité juvénile. Ainsi, il est difficile pour de jeunes adultes de trouver un travail approprié.

Construction de structures étatiques

Depuis 1977, la DDC s'engage au Honduras. Pour répondre à la perte de l'autorité étatique, elle réagit avec des stratégies spécifiquement élaborées pour cette situation et se concentre

notamment sur les droits de l'homme, la justice et la police. La Suisse participe avec ses propres moyens à une réforme de la police, qui est mise en place sous la direction de la Banque interaméricaine de développement (BID) en coopération avec les autorités honduriennes.

L'engagement de la Suisse se fait sur différents plans. Pour sécuriser le pays, il faut une police bien formée et bien équipée qui soit positivement ancrée dans la population. En même temps cependant, les gens et surtout les jeunes ont besoin de perspectives. Des projets de formations doivent leur offrir une chance. Avec l'aide de la Suisse, on propose dans de nombreuses villes des cours d'apprentissage aux jeunes vivant dans des conditions difficiles. Ils ont l'occasion d'apprendre à souder, de faire une formation de coiffeuse, d'électricien ou de boulanger pour être ainsi capable de subvenir eux-mêmes à leurs besoins, ce qui est une contribution importante à la stabilité de la société.

Le développement des communes est une contribution à la réconciliation

La fragilité peut ne toucher que certaines régions d'un pays. Le Myanmar en est un exemple. Depuis la soi-disant ouverture, ce pays vit un vrai boom économique, surtout dans les grands centres urbains. Là, le commerce est florissant, on y voit de plus en plus de voitures, de touristes et d'hommes d'affaires. Mais en périphérie ou à la campagne, c'est tout à fait différent. Les zones d'ombres de l'expansion économique imposée de l'étranger sont indéniables. Là où on ne peut pas réaliser des affaires, le développement reste en suspens. C'est ainsi que la pauvreté est surtout visible dans les quartiers ouvriers de la banlieue de Yangon.



En outre, le pays souffre beaucoup des tensions ethniques ou religieuses et des combats violents qui ont éclaté entre la majorité bouddhiste et la minorité musulmane, les Rohingya. Cette année encore, on a pu constater des agressions notamment envers la minorité musulmane. En juin 2012, la Suisse a décidé d'y ouvrir une ambassade, mais depuis 2008 déjà – l'année du cyclone dévastateur Nagris –, elle y est présente par son aide humanitaire. La reconstruction met l'accent sur l'édification d'écoles. Cela suscite de la confiance envers la Suisse, ce qui lui donne la possibilité de réunir, pour un projet commun, des parties hostiles autour d'une table afin d'améliorer le développement des communes et la réconciliation entre les habitants.

Les projets de construction de routes au Burkina Faso: une sécurité accrue pour les paysans et les commerçants

Un autre exemple enthousiasmant de la coopération suisse au développement est le projet

thk. L'appréciation de l'ambassadeur Dahinden que la Suisse «n'a pas d'agendas cachés et qu'elle ne pratique pas de politique de puissance» est la base fondamentale pour la coopération au développement suisse. La Suisse en tant qu'Etat neutre peut fournir de l'aide, là où d'autres pays n'ont plus d'accès aux Etats concernés et à leurs populations dans le besoin. C'est un joyau qu'il ne faut en aucun cas mettre à disposition. Mais si dans sa politique extérieure le chef du Département des Affaires étrangères Didier Burkhalter continue à faire du zèle auprès de l'UE et de l'OTAN, comme on peut l'observer de manière croissante ces derniers temps, nous perdons, d'une part, pour notre propre pays quelque chose de fondamental et d'autre part, nous perdons dans nos engagements au niveau international, notamment la possibilité d'agir de manière bénéfique en tant que médiateur lors de conflits. Cela ne doit pas se produire.

Réflexions concernant la sécurité alimentaire

par Ueli Maurer, Président de la Confédération, à l'occasion de l'ouverture de l'Olma, le 10 octobre 2013 à St-Gall



Ueli Maurer
(photo thk)

Je vous remercie de votre invitation, je suis venu avec plaisir. Pour moi, une visite de l'Olma c'est comme rentrer à la maison: les activités artisanales, l'agriculture, c'est pour moi le monde réel. Et je me réjouis de pouvoir vous transmettre les meilleures saluta-

tions du gouvernement fédéral.

S'il existe dans l'année d'un président de la Confédération des figures imposées et des figures libres, alors je suis aujourd'hui arrivé aux figures libres.

L'Olma est née au début des années 40. Les denrées alimentaires étaient alors rationnées. A cette époque, l'existence du pays dépendait de l'armée et de l'agriculture.

De telles conditions sont lointaines pour nous – tout au moins nous avons le sentiment qu'elles sont lointaines.

Lorsqu'on vit en paix et dans la prospérité, les besoins élémentaires sont une évidence: nous ne nous sentons pas directement menacés. Dans les magasins, les rayons sont toujours pleins. Nous avons des années prospères derrière nous et déjà nous sommes devenus insouciant. Nous nous comportons comme si la sécurité du pays et la sécurité alimentaire ne pouvaient plus jamais être mises en danger. La politique est généralement très généreuse en ce qui concerne les dépenses, cependant la sécurité du pays et la sécurité alimentaire se trouvent toujours sous pression. Et ce sont justement là nos besoins les plus élémentaires.

Heureusement, les citoyens ont toujours la possibilité de faire changer les choses. Très certainement, nous devons voter l'année prochaine sur l'acquisition de nouveaux avions de combat pour l'armée – ce sera une votation décisive pour notre sécurité. Je vous prie de profiter de cette occasion pour prendre clairement position en faveur de la sécurité de notre pays!

En temps de paix et de prospérité beaucoup de gens réagissent avec incompréhension, pas seulement face à l'armée, mais aussi face à notre agriculture. Mais le monde est-il vraiment un supermarché avec une offre luxurieuse permanente où nous pouvons nous servir à tout moment? Je désire m'exprimer plus en détail à ce sujet:

Regardons, comment le monde se développe. Nous nous apercevons vite que justement dans le domaine de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement du pays des changements majeurs sont imminents. J'aimerais parler de certaines tendances qu'on ne prend, à mon avis, pas assez en compte bien qu'en réalité il faudrait s'en alarmer.

La population mondiale augmente. Les statisticiens s'attendent à une croissance annuelle d'environ 80 millions d'êtres humains. Cela correspond à une croissance d'un milliard en 12 à 13 ans – mille millions d'êtres humains de plus qui doivent eux aussi manger et boire tous les jours.

Les prix des produits alimentaires augmentent. Ces dernières années des augmentations

massives des aliments de base ont eu lieu dans certaines régions du monde. Cela nous montre que la demande augmente. Dans le monde entier les ressources se raréfient; indépendamment du fait qu'il s'agisse de pétrole, d'eau, de matières premières ou de produits alimentaires. Et ce qui est rare est convoité et cher.

Les denrées alimentaires ont une importance politique. Aux niveaux économique et politique, la plupart des pays ne sont pas en mesure de faire face à des augmentations massives du prix des denrées alimentaires. Les conséquences sont des troubles politiques souvent déclenchés ou aggravés par ces augmentations de prix. Les spécialistes du Proche-Orient considèrent par exemple les protestations et révolutions dans les pays arabes comme étant en relation avec l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Nous savons tous que la rarefaction des ressources, tel le pétrole, a une importance politique. On mène même des guerres pour le pétrole. Nous devons envisager qu'à l'avenir les produits alimentaires auront une importance politique similaire.

Dans le monde entier, une course aux ressources est engagée. De par l'importance politique des denrées alimentaires, les grandes puissances se lancent dans une course globale aux ressources agricoles. Cette course a déjà commencé:

Les Etats occidentaux et les Etats asiatiques en plein essor tentent de devancer les autres pays à l'aide d'investissements, d'accords et de prise d'influence politique pour assurer leurs besoins.

Dans le monde entier, les Etats qui en ont la possibilité accaparent de grandes surfaces de terres agricoles précieuses. La dernière nouvelle est parue il y a quelques jours à peine: la «Neue Zürcher Zeitung» a rapporté que la Chine achète en Ukraine des terres arables d'une surface presque aussi grande que celle de la Suisse. Lorsqu'un pays comme la Chine, connu depuis des siècles pour ses stratégies à long terme, investit autant pour améliorer la sécurité de son approvisionnement, cela devrait nous inciter à réfléchir.

Le monde ne se stabilise pas. On dit qu'il se réduit, qu'il se transforme en village. On peut réellement obtenir cette impression en observant l'échange mondial des marchandises, la manière avec laquelle les gens voyagent et celle avec laquelle nous suivons les événements dans le monde comme si tout se passait dans notre propre salon.

Mais cette impression est trompeuse. Les distances ne se réduisent pas, ce sont les liaisons qui s'améliorent. Et tout dépend de ces liaisons.

L'échange international de marchandises est de plus en plus complexe et par conséquent plus fragile et sujet aux perturbations. Nous n'avons pas de garantie que les voies d'accès resteront toujours ouvertes et que les moyens de communication fonctionneront toujours. Pas seulement les voies terrestres et maritimes peuvent être interrompues, mais aussi les liaisons virtuelles.

Jusqu'à peu, beaucoup de personnes croyaient que le monde, et notamment l'Europe, allait se fondre en une communauté d'Etats. On s'attendait à ce que les interdépendances économiques créent un partage

sont détremées et inutilisables. Il faut des voies de communication bien aménagées afin d'étendre le commerce à travers tout le pays.

Le travail est dur et demande beaucoup de ténacité et d'engagement de la part de la population. Pour favoriser la décentralisation, on planifie et réalise les projets de construction routière en collaboration avec les communes car ce sont elles qui devront par la suite les entretenir, ce qui nécessite un savoir-faire qu'il faut d'abord s'approprier. A ce jour, 300 km de routes avec 126 ponts ont été financés, reliant entre eux 50 villages et 500 000 habitants. C'est un immense avantage pour les commerçants et les paysans qui peuvent ainsi amener en toute sécurité leurs produits sur les marchés de la région.

Les différents exemples esquissés ci-dessus n'apprennent pas seulement au lecteur, ce que signifie travailler dans ces contextes fragiles, mais ils se prêtent très bien à la sensibilisation de nos jeunes à ces problématiques. •

global du travail: chacun fait ce qu'il sait le mieux faire – et cela au niveau mondial.

Avec la crise de la dette, ce développement est remis en question. Les différences entre les diverses économies nationales n'ont pas diminué, tout au contraire! Sous la pression de la crise, les affrontements sont devenus plus durs, également entre des Etats amis – la nécessité faisant loi!

Nous avons vu que les grandes puissances misent souvent davantage sur le pouvoir que sur le droit. Cela étant, nous devons être conscients que toute dépendance nous rend sujet au chantage.

Conclusion

Faisons un bref résumé en image: il y a une différence fondamentale entre nos villages et le «village global». Dans notre village, nous pouvons vite traverser la rue pour aller chez le voisin lorsque, bêtement, on manque d'un kilo de farine. Mais nous, les Suisses, nous ne pouvons pas aller aussi facilement frapper au coin de la rue parce que notre pays manque de céréales panifiables.

Tout à coup, on est content d'avoir une paysannerie à nous, pour ne pas avoir tout se procurer à l'autre bout du monde.

Réflexions au sujet de la sécurité d'approvisionnement

Que faut-il faire? Je pense que nous devrions davantage inclure les développements mondiaux dans nos réflexions concernant l'agriculture. L'internationalisation et l'évolution structurelle doivent être remises en question, notre force – la haute qualité de nos produits – doit cependant être maintenue.

A mon avis, il est grand temps de discuter publiquement de notre sécurité d'approvisionnement. Je voudrais contribuer à cette discussion avec les sept thèses suivantes:

1. Eviter les dépendances

Nous nous procurons une partie des marchandises de pays qui ne sont pas du tout stables au niveau politique. Leur instabilité devient ainsi également notre problème. Le commerce avec de tels pays n'est pourtant pas à déconseiller. Mais il est déconseillé de se rendre dépendant, si on peut l'éviter. Nous ne voulons pas être dépendants d'autres pays car, alors, on devient sujet au chantage.

Mais ce n'est pas uniquement la dépendance d'un seul fournisseur qui est délicate, la dépendance totale du marché mondial dans le domaine des marchandises de première nécessité et des denrées alimentaires peut également être problématique.

Pour moi il est donc clair que l'agriculture n'est pas seulement une question économique.

Car il s'agit de l'approvisionnement en vivres. Comme ce mot l'exprime: ce sont des produits pour vivre, voire survivre. Pour cette raison, il est faux de toujours poser la question du prix et de rentabilité dans le domaine de l'agriculture.

L'agriculture a un devoir dans l'intérêt du pays; elle fournit une contribution pour la sauvegarde de notre souveraineté. Et en situation de crise, elle contribue à notre survie. Une forte agriculture indigène et la plus grande autonomie d'approvisionnement possible sont d'une grande valeur.

2. Augmenter le degré d'autosuffisance, assurer les surfaces de production

Si nous voulons prendre au sérieux les développements globaux, notre objectif doit être l'augmentation de notre degré d'autosuffisance. C'est le seul moyen de minimiser les dépendances et de garantir que, lors d'interruptions de livraison ou de rarefactions, cela ne conduit pas très rapidement à des problèmes d'approvisionnement.

Le degré d'autosuffisance ne peut cependant pas être augmenté uniquement par des méthodes de production modernes. Pour la production de vivres, il faut tout simplement le meilleur terrain agricole possible.

Mais le fait est que les terres sont aussi utilisées pour autre chose: Il faut également des surfaces de terres pour de nouveaux appartements et pour l'aménagement des infrastructures. Lorsqu'on voyage à travers la Suisse, on voit partout que les

localités s'élargissent et que les terres agricoles diminuent. Ce n'est pas étonnant, vu la forte immigration. Mais ce n'est pas sans problème quand on construit à grande échelle sur les meilleures terres arables. Car une fois qu'il a été construit, un terrain est perdu pour toujours pour la production de denrées alimentaires. Cela m'inquiète de voir à quelle vitesse les terres qui devraient nous nourrir disparaissent. Je pense qu'il est grand temps d'assurer nos surfaces de production agricole pour l'avenir.

3. Produire des denrées saines et de qualité
Nous misons depuis toujours sur la qualité, dans tous les domaines. La qualité suisse est une image de marque, un trait constitutif de notre pays. Nous ne voulons certainement pas y renoncer pour nos denrées alimentaires. Finalement il en va de notre santé et de notre comportement face à la nature et l'environnement.

Une agriculture industrielle, accompagnée de transports d'animaux à travers l'Europe, n'aura jamais le soutien de nous Suisses.

Nos produits alimentaires indigènes figurent parmi les meilleures qualités au monde au niveau de leur qualité. C'est un avantage concurrentiel: celui qui achète des produits suisses ne doit pas craindre un scandale alimentaire.

La haute qualité a aussi ses répercussions sur l'alimentation saine de la population et donc aussi sur la santé publique et ses coûts. Avant tout, de bons produits sains signifient aussi une haute qualité de vie.

Nous voulons donc continuer à miser sur la qualité. Mais cela demande une agriculture professionnelle – ce qui m'amène au prochain point ...

4. Miser sur une agriculture professionnelle

C'est très bien que beaucoup de gens font de l'agriculture leur loisir. Mais c'est tragique quand de vrais paysans gagnent si peu avec leurs exploitations qu'ils sont obligés de chercher un autre travail et ne peuvent ainsi s'occuper de leurs fermes que pendant leur temps libre.

Et c'est plus que tragique lorsqu'en transformant nos agriculteurs de professionnels capables en de simples paysans de loisirs, nous perdons énormément de savoir-faire.

Car ces professionnels disposent du savoir-faire pour produire les meilleurs produits alimentaires du monde. S'ils perdent leur base d'existence, notre pays perd ce savoir-faire et en même temps également son standard de qualité élevé. Cela nous ramènerait des décennies en arrière.

En cas de crise c'est encore pire et il en est de même pour l'agriculture comme pour l'armée: on ne peut pas vite la reconstruire en quelques années. En cas de crise, on ne peut pas rattraper ce qu'on a délaissé auparavant.

5. Préserver une agriculture productive

Une production écologique durable est importante et renforce la confiance des consommateurs en de tels produits.

Mais nous devons faire attention à ne pas trop tirer sur la corde: il ne faut pas qu'avec toute cette durabilité on ne puisse plus rien produire. Les roses des Alpes sont belles mais on ne peut pas les manger.

L'agriculture doit demeurer un secteur productif important pour l'économie nationale et pas seulement pour la sauvegarde des paysages. Les paysans sont des entrepreneurs et ils ont besoin de suffisamment de marge de manœuvre pour les innovations entrepreneuriales. Avec une sur-réglementation nous étouffons les développements créatifs dans ce secteur.

Ou bien dit autrement: d'abord on régleme tout, puis on critique le manque de capacité d'adaptation aux développements du marché.

6. Garder l'industrie de transformation dans le pays

Ce qui est juste pour la production, est juste aussi pour la transformation. Nous misons tout sur la qualité, des standards élevés sont importants.

«Offrir des perspectives ...»

suite de la page 5

de construction routière au Burkina Faso. Le Burkina Faso compte parmi les pays les plus pauvres du monde et souffre de conflits récurrents dans la région du Sahel. Depuis 1976, la Suisse aide ce pays. L'édification d'infrastructures est une contribution importante pour le développement économique. La Suisse y utilise la méthode dite HIMO, (Haute intensité de main-d'œuvre). Celle-ci demande d'employer autant de main-d'œuvre autochtone que possible. Dans la construction routière, on ne voit donc pas de machines, mais des pioches, des pelles et d'innombrables mains fournissant une contribution sensée. Comme matériaux, on utilise des pierres locales qu'il faut extraire et amener. Les nouvelles routes sont adaptées aux besoins des populations et utilisables toute l'année. La période des pluies représente toujours un problème car les pistes

«Plan d'études 21»: la Suisse mérite mieux

par Daniel Jenny

L'article intitulé «Le Plan d'études 21, une appréciation juridique» paru dans l'édition n° 31/32 d'«Horizons et débats» démontre qu'on ne peut obliger aucun canton à suivre ce plan d'études. Cela est vrai pour tous les cantons, indépendamment du fait qu'ils aient adhéré ou non au «concordat HarmoS».

Par la suite, je désire exposer les raisons pour lesquelles je pense que la place économique suisse mérite mieux que ce plan d'études. J'enseigne des apprenants (apprentis) en informatique dans une école professionnelle publique du canton de St-Gall. Les écoles professionnelles enseignent les apprenants un à deux jours par semaine, afin de leur permettre, en tant que citoyens et professionnels, d'obtenir avec succès leur *Certificat fédéral de capacité* (CFC). Même mes jeunes collègues, qui enseignent depuis moins de 5 ans, ont remarqué que le niveau des performances en mathématiques et en allemand a diminué chez une grande partie des apprenants. Ce n'est cependant pas parce que les jeunes gens ne seraient pas intéressés à leur métier, mais parce qu'ils n'ont plus les connaissances préalables nécessaires. Les entreprises et les écoles professionnelles tentent par un soutien ciblé de mettre à jour le savoir de base manquant. Aussitôt qu'à la suite d'une phase d'exercice intensive les premiers succès apparaissent, les apprenants reprennent courage et améliorent leurs performances scolaires. C'est ce qu'on souhaiterait à tous nos jeunes.

On serait donc en droit d'espérer que le nouveau Plan d'études 21 («Lehrplan 21») sera une bonne occasion pour mieux préparer les élèves à leur apprentissage professionnel. Examinons donc quelles sont les connaissances exigées par exemple en mathématiques? Sur quel savoir scolaire les écoles professionnelles pourront-elles se baser? Prenons par exemple le sujet des équations puisque la transformation de formules est importante dans un grand nombre de professions techniques. Dans le plan d'études actuel, l'objectif de l'école secondaire exige dans le domaine des équations ce qui suit:

- Savoir résoudre des équations du premier degré à une inconnue, avec ou sans inconnue dans le dénominateur.¹

Voilà un objectif formulé de manière univoque. Pourquoi toujours moins d'élèves maîtrisent-ils cela, voilà qui devrait être analysé. Est-ce que ce sont les manuels ou les

méthodes d'enseignement qui ne sont pas adaptés aux objectifs? Au lieu d'améliorer cela, on abandonne totalement cet objectif pour la filière de base de cycle du secondaire. Le «Plan d'études 21» prescrit, uniquement pour les élèves venant de la filière élargie, comme objectif final ce qui suit:

- Les élèves savent résoudre des équations linéaires avec une variable à l'aide de transformations équivalentes.²

Pour ces élèves l'objectif est simplifié, car la résolution d'une équation à une inconnue dans le dénominateur n'est plus exigée. Il est pour le moins étonnant qu'on abaisse les exigences pour la jeune génération bien que le Conseil fédéral veuille renforcer les métiers MINT dans les domaines des mathématiques, de l'informatique, des sciences naturelles et de la technique ...

A la lecture du «Plan d'études 21» quelques objectifs étranges en mathématiques m'ont sauté aux yeux. «Les élèves ...

- ... savent faire la distinction entre les valeurs exactes et arrondies.³
- ... décident selon la situation d'opérer avec des valeurs arrondies ou exactes.»

Est-ce que ce sont réellement des objectifs pour les classes terminales du cycle du secondaire? Doit-on se contenter de cela?

De même des aspects «non-mathématiques» en mathématiques m'ont sauté aux yeux dans le paragraphe «rechercher et argumenter».

«Les élèves ...

- ... peuvent s'essayer à des exercices ouverts exigeants.»⁴

Que signifie «s'essayer à» dans le contexte d'un exercice de calcul? Des notions psychologiques n'ont rien à voir dans l'enseignement des mathématiques. Il faut enseigner les bases aux élèves, et non pas interpréter leur comportement.

La jeune génération en Suisse mérite qu'on exige beaucoup d'elle et qu'on l'encourage. N'ayant que des objectifs imprécis, voire omis, les débutants professionnels n'ont pas le bagage nécessaire pour terminer leur apprentissage avec succès.

Par mes explications, je désire soutenir l'argumentation juridique exprimée dans l'article paru dans «Horizons et débats» n° 31/32 du 28/10/13, disant pourquoi les cantons ne peuvent pas être contraints à suivre le «Plan d'études 21». Le canton de St-Gall a adhéré au «Concordat HarmoS». Ainsi, pour le

«Plan d'études 21» l'objectif suivant de HarmoS est valable: «Au cours de l'école obligatoire chaque élève acquiert la formation de base qui lui permet d'accéder à la formation professionnelle [...].»⁵ Cet objectif n'est certainement pas rempli avec le «Plan d'études 21».

Des démarches semblables également dans les centres de formation professionnelle

La situation concernant le «Plan d'études 21» m'a rappelé ce qui se passe dans le domaine des centres de formation professionnelle. La formation de l'informaticien est fixée dans une ordonnance sur la formation professionnelle. Celle-ci devrait subir un renouvellement. Pour notre école cela signifierait que nous devrions réduire le nombre de leçons de mathématiques et de sciences naturelles de la moitié sans qu'une autre matière reçoive en revanche plus de leçons. Que les apprenants venant des écoles secondaires en sachant moins, cela sautera évidemment moins aux yeux si les écoles qui les reprennent réduisent elles-mêmes la matière à apprendre! Est-ce ainsi que nous voulons renforcer les petites et moyennes entreprises (PME)? Qui assume la responsabilité de tels coups des technocrates? Cela sent l'égalitarisme introduit par des organisations internationales telles l'OCDE (*Organisation de coopération et développement économiques*) et l'UE. Si tout est pareil, cela ne veut pas dire que c'est meilleur! Egaliser signifie une fois de plus un nivelage vers le bas.

Outre l'abaissement du niveau des performances à l'école secondaire et dans l'apprentissage de l'informaticien, une autre procédure semblable me frappe:

- Beaucoup d'entreprises formatrices n'étaient pas d'accord avec la nouvelle ordonnance sur la formation professionnelle. On les a renvoyées à un sondage électronique. Celui-ci était conçu de manière à ce qu'on ne puisse pas s'exprimer sur certains points importants étant donné que seules des réponses préfabriquées étaient à

disposition. Il y avait des points où plus de 80% des entreprises n'étaient pas d'accord.

- Les recteurs des centres de formation professionnelle se sont clairement prononcés contre la nouvelle ordonnance sur la formation professionnelle de l'informaticien. Parallèlement à l'«audition» des centres de formation professionnelle, les cantons peuvent également donner leur point de vue. Mais cela a massivement perdu en signification depuis qu'un «groupe de spécialistes» s'est installé dans la «Maison des cantons» pour y exprimer ses opinions. Quelle était alors cette opinion? Ce groupe a affirmé que les entreprises étaient très contentes de la nouvelle ordonnance. Il l'a prétendu même concernant les points avec lesquels la majorité des entreprises n'était justement pas d'accord. – Comment appelle-t-on une telle présentation erronée de la situation?

Il est dans la nature des choses que les prises de position des entreprises formatrices, des organisations du monde du travail et des écoles puissent différer. Jusqu'à présent, je pensais que la grande majorité des entreprises formatrices était respectée, puisque le modèle à succès de la «formation duale» n'est possible qu'avec leur participation. Pour pérenniser la place industrielle suisse, il faut que nous prenions davantage soin des entreprises formatrices – et le «Secrétariat d'Etat pour la formation, la recherche et l'innovation» aussi! Les changements devraient être des améliorations.

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ cf. www.schule.sg.ch/home/volksschule/unterricht/lehrplan/20081/_jcr_content/Par/downloadlist/DownloadListPar/download_6.ocFile/8_Fachbereich_Mathematik.pdf. Edition 2008, page 29

² <http://konsultation.lehrplan.ch/index.php?nav=15014111&code=a15101114>

³ <http://konsultation.lehrplan.ch/index.php?nav=15014113&code=a151011311&PHPSESSID=b71f53c503ba286ac658478413940068>

⁴ <http://konsultation.lehrplan.ch/index.php?nav=15014112&code=a151011211>

⁵ www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=4083

Une armée obsolète rend l'Etat vulnérable

Ce que la «génération beau temps» peut apprendre de la Chine actuelle

par Gotthard Frick, Beijing

Les citations tirées d'un article du journal communiste de langue anglaise «China Daily» du 8 octobre ont été traduites par l'auteur. L'auteur de l'article «Chinese Dream includes strong PLA» [PLA = Armée populaire de libération] est Meng Xiangqing, directeur adjoint de l'Institut des études stratégiques de l'Université chinoise de Défense nationale.

«L'élément central du rêve chinois est le renouvellement de la nation chinoise, mais une nation ne peut pas être renouvelée sans une armée forte. Une armée obsolète rend un pays vulnérable. C'est une leçon que la Chine a apprise douloureusement au cours de siècles d'humiliation infligée par des puissances impérialistes [...].»

«[...] jamais auparavant les Chinois ont été aussi confiants dans l'édification d'une nation et d'une armée fortes.»

«Comme le Président Xi Jinping l'a déclaré, c'est dans de nouvelles conditions une tâche importante de construire une armée forte, «absolument loyale» envers le Parti communiste chinois, observant une discipline stricte et pouvant garantir la victoire dans toute guerre quelle qu'elle soit.»

Dans l'article, on reconnaît que la situation stratégique relativement stable, régnant en ce moment, est favorable à la Chine, mais cela ne doit pas amener à la situation de ne plus voir les diverses menaces, notamment la «pression permanente de l'Occident». On pense ici en première ligne aux Etats-Unis, soutenus par l'OTAN.

Cela explique pourquoi aujourd'hui le budget chinois de la défense dépasse déjà au niveau du pouvoir d'achat celui des Etats-Unis. Au cours de toutes les années passées en Chine, l'auteur n'a encore jamais rencontré un Chinois – qu'il soit pour ou contre le

régime – n'approuvant pas l'édification d'une armée forte. Les plaies de l'époque entre 1800 et 1949 – lorsque le pays a été à plusieurs reprises colonisé, occupé, divisé et ses habitants humiliés par toutes les grandes puissances européennes, le Japon et les Etats-Unis – sont trop profondes. (Aux bâtiments du siège social des multinationales occidentales à Shanghai, on lisait: «Accès interdit aux chiens et aux Chinois.») Aucun Chinois ne veut permettre qu'une chose pareille se répète.

Apparemment, la Chine pense en longues périodes historiques, elle prend en compte dans ses décisions actuelles le lointain passé amer et elle sait pertinemment que la configuration paisible actuelle pourrait à l'avenir se retransformer en une guerre.

Quel contraste comparé au comportement de notre peuple riche, rassasié et gâté! Grâce à notre armée, nous sommes restés épargnés par la guerre pendant 200 ans. La génération actuelle ne connaît que 50 années de beau temps. C'est la seule expérience historique, qu'elle reconnaît. Elle croit que ces années d'abondance et de paix vont durer à tout jamais. Mais attention à l'illusion répandue en Suisse de croire que l'exigence de la richesse matérielle et du bien-être soit sans fin! Illusion aussi de s'imaginer que l'on peut s'abstenir de fournir des efforts personnels et de participation financière pour l'entretien de notre armée.

L'énoncé de la directive du Président chinois émise pour son pays pourrait être prise en considération dans la situation actuelle de la Suisse:

«Une armée forte, capable de tenir la guerre éloignée du pays, et qui, au cas où nous serions néanmoins victimes d'une agression, puisse résister avec succès pendant très longtemps.»

(Traduction *Horizons et débats*)

«Réflexions concernant la sécurité ...»

suite de la page 6

Mais faisons attention à ne pas affaiblir notre industrie de transformation face à ses concurrents étrangers par des réglementations insensées, pour ne pas les forcer à délocaliser à l'étranger.

7. Renforcer la place économique suisse

Nous arrivons au dernier point: nous devons très sérieusement prendre soin de notre place économique suisse. Car ce ne sont pas seulement l'agriculture et l'industrie de transformation qui souffrent de plus en plus des réglementations étatiques, ce sont aussi un grand nombre d'autres branches.

Je viens de mentionner que la lutte renforcée pour les ressources va, sous peu, marquer le monde. C'est un aspect du développement mondial. L'autre aspect, c'est la concurrence entre les places économiques qui va continuer à se renforcer.

Nous sommes bien placés, nous avons des PME innovatrices, nous avons des salariés bien formés et capables, nous avons la sécurité juridique et la stabilité politique. Mais nous avons malheureusement aussi tendance à compliquer la vie aux entreprises avec de plus en plus de prescriptions bureaucratiques.

Faisons attention à ne pas créer, par des interdictions et des prescriptions, des obstacles pour tous ceux auxquels notre pays doit sa prospérité!

Préserver les liens entre le pays et la paysannerie

Voici pour mes sept thèses. Mais je n'ai pas tout à fait terminé. Il y a encore un autre point concernant notre agriculture que je souhaite relever de cette façon: il y a un lien fonda-

mental entre la destinée du pays et de son agriculture.

Autrefois, on disait «Bauernstand ist Nährstand» (les agriculteurs nourrissent le peuple). Cette expression est tout à fait adéquate: ce sont les femmes et les hommes qui nourrissent le peuple. Ce sont des femmes et des hommes qui veillent à ce qu'il y ait assez de bonne et saine nourriture pour tout le monde. Ce sont des femmes et des hommes qui s'occupent de notre sécurité alimentaire.

Si nous considérons l'agriculture de cette façon, toutes les questions de détails sont reléguées au second plan. Car l'enjeu est de taille. Il s'agit de «notre pain quotidien». Pour cela des générations avant nous ont déjà travaillé durement dans leurs fermes et récité le «Notre père». La nourriture, les repas quotidiens, le travail pour «gagner son pain», tout cela a formé notre histoire, nos coutumes et nos traditions.

L'agriculture a donc aussi une relation émotionnelle avec notre pays qui nous donne depuis des siècles «notre pain quotidien». Notre agriculture représente aussi notre lien avec la patrie, avec ses beaux paysages soignés, avec nos élevages respectueux des animaux, avec le soin dont nous nous occupons de l'environnement, en faveur d'une paysannerie saine qui vit selon nos valeurs qui ont fait leurs preuves.

Un pays sans agriculture, un pays sans paysannerie, perd le lien avec son passé, la nature, la tradition, les coutumes, la terre – et perd ainsi ses valeurs et ses racines.

Un tel pays ne durerait pas longtemps.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite de beaux jours à l'Olma!

Source: www.vbs.admin.ch

(Traduction *Horizons et débats*. Copyright DDPS)

Un regard plein d'amour sur les hommes, la nature et la splendeur des paysages de la Suisse

Au sujet de la vie et de l'œuvre du peintre suisse Richard Wannemacher lors de l'exposition commémorative à la Galerie Tannzapfenland TG

par Urs Knoblauch, journaliste culturel, Fruthwilen TG

C'est un grand plaisir de contempler l'exposition permanente de la superbe galerie *Tannzapfenland* à Eschlikon, dans le canton de Thurgovie. Elle mérite d'être vue. Le visiteur se sent accueilli dans l'atmosphère hospitalière qui y règne. C'est en ce lieu que *Richard Wannemacher* (1923-1995) a travaillé jusqu'à sa mort. Au cours de cette année, il aurait atteint l'âge de 90 ans. Dans la galerie, son œuvre posthume est toujours présente sous la responsabilité de sa femme, de son fils *Martin Wannemacher* et de la famille. Mme Wannemacher a elle aussi un talent artistique. Elle fabriquait de simples jouets à l'attention de ses trois enfants, des objets d'artisanat d'art destinés à la vente de charité du bazar annuel. Elle réalisait également des sculptures en stylisant des figures humaines prises dans des situations caractéristiques du quotidien.

Les œuvres de Richard Wannemacher se trouvent dans un bon nombre d'expositions d'art et dans les appartements de nombreux amateurs. Dans ses œuvres s'exprime un profond attachement à la nature et son amour du paysage. Dans ses tableaux de paysages variés et de fragments de paysages, le peintre réussit toujours à mener le spectateur vers la profondeur et l'immensité de l'espace des motifs ruraux et naturels. Avec un réalisme à la fois précis et libre, il fixe les végétations, la lumière et les couleurs ambiantes saisonnières. On comprend que c'est un peintre qui, dès son enfance, a appris à aimer la beauté de la nature et des paysages ruraux.

Visite chez la famille Wannemacher

Avec café et gâteau, nous sommes confortablement assis autour d'une table chez nos hôtes Mme Wannemacher, son fils Martin et sa femme. Madame Wannemacher nous raconte que depuis son enfance, son mari a toujours beaucoup dessiné. «Enfant, mon mari était souvent malade. Il a dû aller faire une cure au cours de laquelle il devait souvent rester allongé. Là, il dessinait à tout moment. Le médecin et son voisin de chambre, un graphiste, avaient découvert son talent et l'ont soutenu. Il reproduisait à partir d'images. Cela est devenu important et salutaire pour lui. Il a toujours été ainsi. Plus tard, quand nous partions en voyage, il commençait, déjà à la gare ou à l'aéroport, à dessiner ce qu'il voyait et ce qui l'intéressait. Cela était devenu sa passion.»

C'étaient des études autodidactes et l'amitié nouée avec l'artiste peintre *Hermann Peter* est venue enrichir ses propres capacités créatrices.

«Parcourir notre pays pour en percevoir la réalité profonde et épurée»

Dans les salles de la galerie remplie de tableaux et dans le livre d'art intitulé «*Querschnitt durch meine Malerei*» (1996), rédigé et commenté par le peintre lui-même, se manifestent son parcours et son œuvre. Dans la préface de cet ouvrage nous lisons: «Inhérent au travail de R. Wannemacher, le charme de ses peintures ne relève pas vraiment de l'esthétique évidente des paysages peints, mais de la manière dont il apprécie une beauté particulière dans ses détails «insignifiants» de parcelles de paysages et de villages. De ce fait, ses peintures semblent être d'autant plus honnêtes et convaincantes. Ce qui nous surprend dans toutes ses peintures, c'est la précision de son travail, chaque coup de pinceau semble être posé selon la nécessité naturelle. La mesure entre simplification et exactitude est toujours juste. Les paysages, les maisons, les villages sont à la fois précis et transposés dans une réalité profonde. Les peintures de Wannemacher pourraient réellement nous inspirer à parcourir notre pays pour en percevoir la réalité profonde et épurée.»

Ses talents d'artisan d'art et de créateur se manifestent aussi dans ses «images en ciment coloré», qu'il a pu exposer dans les années 70 au «Helmhaus» à Zurich. Ces œuvres consti-



«Auf dem Sitzberg, 1973» (photo tirée du catalogue)

tuent un point fort de l'exposition actuelle. Un court-métrage documentaire très instructif produit par son fils Martin Wannemacher montre l'artiste au travail.

Ses tableaux présentent aussi les changements dans l'espace rural

Ses tableaux révèlent également les grands changements au sein de l'agriculture. Une grande partie de la surface est devenue terrain constructible, entraînant non seulement la perte de terres agricoles mais aussi un regroupement familial ou la création de nouvelles exploitations dans les communes. De nombreuses peintures de Richard Wannemacher témoignent encore «de la situation d'autrefois». Hanny Wannemacher relate le fait récent «de ne pas avoir reconnu les lieux, en distribuant les invitations pour l'exposition, tant les différentes parties du village d'Eschlikon avaient changé». Autrefois, l'agriculture était primordiale. C'est uniquement grâce à elle que les magnifiques paysages, qui existent toujours dans notre pays, sont soignés et choyés avec tant d'attention. Ce travail est souvent mésestimé. Les tableaux invitent ainsi à la réflexion. Chaque jour, des exploitations agricoles riches en tradition et savoir-faire sont abandonnées dans notre pays. Les conditions de travail dans ce métier, à la fois beau et exigeant, sont devenues si difficiles qu'en plusieurs lieux, il reste peu d'avenir pour l'existence d'une famille. Par conséquent, la sécurité alimentaire en Suisse, dans les pays européens mais aussi au plan mondial est de plus en plus précaire. Suite aux conséquences des guerres aberrantes et du chômage de jeunes dans un grand nombre de pays, la paix sociale est en danger. Il est nécessaire de trouver des solutions – les jeunes ont droit à une formation et un travail sensés pour renforcer la sécurité alimentaire et l'agriculture et permettre aux jeunes familles de prendre des initiatives en toute indépendance. Il est réjouissant de constater la bonne fréquentation des écoles d'agriculture suisses par des jeunes faisant preuve d'initiative. Un contre-mouvement se développe. Le fameux *Rapport mondial sur l'agriculture de 2008* propose de nombreuses voies devant être prises au sérieux: «Les petites structures rurales sont les meilleurs garants de la sécurité alimentaire locale et de la souveraineté alimentaire régionale et nationale.»

Malgré les temps difficiles, son goût pour la vie, son attachement aux valeurs et son engagement lui ont permis de créer de grandes œuvres

Richard Wannemacher est né et a grandi à Wettingen. Le père par son travail dur et laborieux de paysan et d'ouvrier a pu se construire une petite maison avec une étable et une grange au pied de la chaîne des «Lägern» dans le canton d'Argovie. Il y a passé ses quinze premières années. Dans le catalogue, nous retrouvons le passage suivant: «Mes parents avaient une petite exploitation agricole avec une vache, un cochon, des chèvres

et des lapins. Mon père a grandi comme enfant placé chez une famille de paysans, il a toujours voulu devenir paysan. En 1938, mes parents ont échangé leur petite exploitation de deux arpents contre une ferme près de Kirchberg. Là, dans le Toggenburg, j'ai commencé à peindre.» Lors de la passionnante conversation avec Madame Wannemacher, le fils Martin et sa femme, beaucoup de détails de sa vie, de sa carrière d'artiste et de ses tableaux commencent à revivre. On perçoit son mode de vie profondément chrétien, son amour pour notre pays et sa compassion pour les joies et les souffrances de ce monde. Madame Wannemacher décrit: «Lorsque la guerre éclata en 1939, les parents venaient d'acheter une petite exploitation agricole et Richard venait juste de terminer sa scolarité. Le père devait faire son service militaire et Richard devait gérer la ferme avec ses frères, ses sœurs et sa mère. Il aurait voulu faire un apprentissage de jardinier, ce qui fut impossible en raison de la guerre. Lui-même a dû participer au service militaire jusqu'en 1947 tout en travaillant au tant que faire se peut dans l'exploitation de ses parents. Tout cela était une catastrophe.» De telles descriptions sont un grand bienfait pour le développement de la personnalité des jeunes gens lorsqu'ils sont prêts à écouter les récits de leurs parents et grands-parents et qu'ils s'intéressent à leur vécu.

L'importance de l'entraide, des coopératives et de l'«économie monétaire WIR»

Lors de la crise économique internationale des années 20 et 30 et à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, beaucoup d'organisations d'entraide et de précieuses coopératives ont vu le jour. La coopérative du *Cercle économique WIR* est un exemple ayant rencontré un vif succès avec son argent WIR. Elle fut fondée en 1934 en Suisse selon un modèle danois. Sur le plan mondial, ces formes alternatives et sociales du marché connaissent un essor, notamment auprès de la jeune génération. Celle-ci refuse résolument la domination du pouvoir financier anti-social actuel. La monnaie WIR a des points communs avec la théorie de l'argent «libre» de *Silvio Gesell*. La famille Wannemacher demeure reconnaissante encore aujourd'hui de cette forme sociale des finances. L'argent circule en tant que bon d'achat et moyen d'échange honnête au lieu d'être stocké ou de ruiner l'économie par des spéculations en bourse. La «Banque WIR» est jusqu'à nos jours une banque très efficace pour les PME avec des succursales dans toutes les régions linguistiques de la Suisse. Madame Wannemacher et le fils Martin racontent: «C'est une bénédiction pour beaucoup de personnes. Grâce à la «Banque WIR», notre père a pu construire cette maison. Il en a dessiné lui-même les plans et il a aussi participé à la construction. Il a obtenu des conditions très favorables de la «Banque WIR» et nous avons pu amortir les hypothèques. La chose principale dans le système WIR, c'est qu'il ne faut pas stocker l'argent. On le gagne

avec plaisir et on le dépense avec plaisir. Il ne rapporte pas d'intérêts. L'argent WIR doit rester en circulation. Cela nous a beaucoup facilité la vie. Nous avons vendu beaucoup de tableaux parce que nous acceptons de l'argent WIR et nous le faisons aujourd'hui encore avec plaisir.» Puis, nous parlons aussi du système coopératif qui est une forme de vie digne qu'il est indispensable de faire connaître à la jeunesse actuelle. Pourquoi nos médias, de plus en plus alignés, n'en parlent-ils presque jamais, alors que cela serait leur devoir? Voilà une tâche tout à fait actuelle pour notre société: reconquérir la souveraineté financière au profit des démocraties et des populations.

Dans ce contexte, il est intéressant d'apprendre qu'en 1940, a été fondé le «groupe d'artistes de Thurgovie» et de nombreuses autres associations. Richard Wannemacher en était aussi membre. La raison d'être de ce groupe d'artistes était l'entraide et la vulgarisation des tableaux à prix raisonnables. Il était en contact avec d'autres peintres, notamment *Adolf Dietrich* et *Carl Roesch*. On devait avoir un «parrain» pour être accueilli dans cette association. Les membres se sont fortement engagés en faveur de l'élaboration du *Musée d'art du canton de Thurgovie* au sein de la *Chartreuse d'Ittingen*. Malheureusement, les associations d'art sont actuellement de plus en plus centralisées, «professionnalisées» et commercialisées. Ainsi elles demeurent toujours plus éloignées de leur véritable mission et du grand public.

Rester fidèle à soi-même – un art éthique et compréhensible créant des liens

Il y a un fait particulièrement remarquable dans l'œuvre de Richard Wannemacher, c'est sa constante fidélité à son éthique, au langage visuel, figuratif et réaliste. Il était attaché aux hommes et à l'environnement et il voulait être compris. Le réalisme dans toutes ses formes est une forme d'expression généralement compréhensible et démocratique, contrairement à l'art abstrait. Les peintres figuratifs souhaitaient que les gens comprennent leurs peintures. Pour cette raison, l'art abstrait n'a jamais représenté une option pour Richard Wannemacher. Après la guerre, certains milieux aux Etats-Unis ont fortement propagé et encouragé l'art abstrait (et aussi la musique et la poésie atonale) en Europe, en prétendant qu'il s'agissait de la «grande liberté» et d'une caractéristique de «l'homme moderne». Un grand nombre d'artistes refusant de se soumettre à ce dictat ont subi des difficultés économiques et n'ont presque plus été exposés. La plupart d'eux ne se sont jamais rendus compte que cette modernité visait aussi à dissoudre les valeurs européennes et humanistes. Ainsi, la jeune génération, peut également apprendre par le domaine de l'art, à tirer les leçons des erreurs de l'histoire et contribuer à un vivre-ensemble pacifique, sur un pied d'égalité, orienté vers le bien commun. L'œuvre et l'éthique de Richard Wannemacher peuvent servir de modèle. •

L'exposition permanente peut être visitée sur rendez-vous préalable au tél. +41 71 971 19 15 ou +41 71 971 35 30 ou en allant sur le site www.rwannemacher.ch. On peut y acquérir des tableaux ainsi que le catalogue de l'exposition.



Hanny Wannemacher entre son fils Martin Wannemacher et son épouse. (photo lk)